

Aujourd'hui, être libre, c'est être informé

# LE PEUPLE BRETON

POBL VREIZH

# La retraite avant l'arthrite

UBAN BLEU

Courtepaille

COURTEPAILLE  
SAINT NAZAIRE



**Notre invitée:  
Nolwenn Bernard  
Les femmes et le fest-noz**

FÉVRIER | C'HWEVRER 2023

N° 709 | 5,00 €

B 92009 - 709 - F. 5,00 €



3 789200 905007 07090



**Nolwenn Bernard**  
Musicienne professionnelle

# Les femmes et le fest-noz

Premièrement, un tel écart s'explique par l'accessibilité à la scène : systématiquement et « par habitude », les musiciennes en devenir sont moins encouragées à en faire leur métier que les hommes, elles sont moins poussées par leur entourage et professeurs et elles sont donc moins présentes sur les concours de musique et encore moins pour des diplômes. S'ajoute à cela le contexte sociétal actuel et quelques facteurs (non exhaustifs) : la problématique centrale de la parentalité, les poussant à un mode de vie plus conventionnel (la pression sociale de trouver « un vrai métier », la volonté d'avoir une situation stable, le statut d'intermittente, les emplois du temps hors de la norme...), et le fait de côtoyer le monde de la nuit et de l'alcool, synonymes pour certaines de violences ou de risques.

### Complaisances passives et violence du milieu

Mais il serait naïf de penser que ce sont les seules raisons : le milieu de la scène traditionnelle, malgré une ouverture plus ou moins récente aux femmes, reste un environnement masculin et fermé dans lequel il est difficile de faire sa place. Les « c'était pire avant, ça a évolué quand même » (j'espère bien !) et autres complaisances passives ne feront jamais avancer les choses : il est temps pour la musique bretonne de se regarder dans le miroir et d'accepter honnêtement ses failles. Ce n'est que sur cette base que l'on pourra les combler et permettre à toute une nouvelle génération de musiciennes de nous prouver leurs talents sur scène sans entraves.

Car à ces inégalités moins visibles s'ajoutent des situations bien plus marquées et marquantes. La violence, c'est prendre une femme pour une accompagnante, une épouse, une copine au lieu d'une artiste, c'est programmer des musiciennes pour leur apparence, c'est refuser de programmer des musiciennes professionnelles pour faire jouer à la place le groupe amateur de son cousin, c'est aussi inviter des musiciennes pour ce qu'il peut se passer en dehors de la musique.

Encore une fois, la liste est loin d'être exhaustive et nous ne vivons pas toutes ces situations ! Mais quand bien même ce sont des paroles issues de témoignages directs, j'ai aussi entendu de la part de musiciennes qu'elles ne conscientisent pas forcément la violence du milieu. Que peut-on alors faire pour que cela bouge ? Tanter les programmeurs et programmatrices avec une notion de parité, avoir un meilleur accès aux formations dans le monde de la musique bretonne, instaurer des règles paritaires dans les concours de musique traditionnelle, boycotter les fest-noz 100 % masculins, soutenir la création traditionnelle bretonne féminine, créer des groupes, des duos, des trios avec ses amies et imposer sa place, sans oublier les techniciennes (son, lumières) et les organisatrices ; elles aussi sont en sous-nombre, en plus d'être dans l'ombre. ■

### Professionnalisation et accès à la scène

Une première problématique est celle de la professionnalisation : on observe un apprentissage majoritairement féminin de la musique traditionnelle bretonne, avec 60 % de femmes contre 40 % d'hommes. En toute logique, on devrait s'attendre à garder un ratio équivalent dans les formations professionnalisantes. Or, la tendance s'inverse complètement. Dans les principales formations comme le DNSPM (diplôme national supérieur professionnel de musique) ou DE (diplôme d'Etat), il y a respectivement 22 % de femmes pour 78 % d'hommes et 15 % de femmes pour 85 % d'hommes (chiffres HF Bretagne).

Comment un milieu peut-il passer de 60 % de musiciennes en études à 22 % de musiciennes professionnelles sans être questionné ? Cet écart n'est ni anodin ni négligeable. Malheureusement, le peu d'études poussées sur la question ne permettent pas de mettre en valeur tous les mécanismes qui produisent cet effondrement du nombre de femmes dans les filières professionnalisantes. Cependant, certaines pistes sont déjà flagrantes.

« Sur les scènes de festoù-noz, les ratios femmes/hommes sont inégaux. Ce phénomène reste dans l'ombre, et malgré le nombre d'articles, le nombre de personnalités qui en parlent, rien n'y fait »

## édito

Nous vivons depuis plus d'un siècle dans une société où la durée du temps de travail a baissé au fil du temps. Désormais, avec les néolibéraux, c'est haro sur les acquis sociaux ! Et plus vite que ça : assurance-chômage, retraites et potentiellement 35-heures aux dernières nouvelles. Le nouveau sens de la vie, c'est de travailler... jusqu'à épuisement !

Les macronistes traitent pourtant un peu rapidement les actifs de fainéants. Il y a encore deux décennies, on ne cotisait que 37,5 trimestres pour atteindre le taux plein quand il en faudra 43 très bientôt ! La forte productivité n'est, elle non plus, jamais abordée, car cela annihilerait le discours lenifiant de l'impérativité de la réforme. Discours que reprennent trop d'anciens, craignant pour leurs retraites, alors que celles-ci leur sont versées rubis sur l'ongle chaque mois. Doit-on comprendre que les retraités favorables à cette réforme souhaitent que leurs enfants vivent moins vieux qu'eux ? Il faut savoir poser les questions qui fâchent.

Parmi celles-ci, il y a le rapport à l'État, notamment de la part de la gauche. Dans cette France centralisée, l'État est considéré comme l'alpha et l'oméga de l'action publique. Or, les systèmes assurantiels que sont la sécurité sociale, la retraite, le chômage – rappelons-le autant que nécessaire – ne sont pas administrés par l'État, mais autogérés, l'État ne faisant que fixer les règles les régissant. Ils appartiennent

finalement à celles et ceux qui travaillent et non au gouvernement. À nous donc de décider et de trouver les pistes de financement pour « ne pas perdre sa vie à la gagner », comme disait le mouvement hippie ! Mais aussi pour tendre vers un système le plus juste possible, puisqu'il est clair que la réforme va une nouvelle fois pénaliser les plus modestes et les femmes. Une pénalité payée au prix fort, puisqu'il s'agit ni plus ni moins que du temps de vie disponible à la retraite. Pour les hommes, l'écart d'espérance de vie entre les plus riches et les plus pauvres est de treize ans. Pour les femmes, huit ans. Dès lors, qui finance la retraite de qui ?

Un dernier mot pour nos camarades récemment disparus, Michel François et Fañch Peru. J'ai peu connu ce dernier, mais j'ai conscience de l'importance de son travail politique et littéraire. J'aimerais aussi rendre hommage au travail militant colossal mené par Michel François en parallèle de son activité professionnelle : à l'heure où Christelle Morañcas, la présidente de la Région Pays-de-la-Loire, scande qu'elle veut « Nantes à deux heures de Paris », les travaux de Michel sur la centralisation sont plus que jamais d'actualité...



► GAEL BRIAND

## sommaire

<b>L'invitée</b> Nolwenn Bernard, musicienne professionnelle ..... 2	<b>Environnement</b> Nucléaire. Et si la faille, c'était l'eau ? ... 18	<b>Rubriques</b> Gwenn et Du ..... 4 De Brest à Nantes ..... 6 7 Iffig ..... 7 Leurre de vérité ..... 8
<b>Le mot de l'UDB</b> Pierre-Emmanuel Marais-Jégat : « Michel François et l'ogre » parisien ... 5	<b>Histoire</b> La grève du Joint français ..... 23	.....
<b>Politique</b> Dans l'Hémicycle ..... 9	<b>International</b> La reconnaissance des minorités en Serbie ..... 24 25 Haïti : entre la crise et le mépris ..... 26 27	<b>Pobl Vreizh</b> Istor an etiopianouriezh ..... 19 Tunvezh Gloaguen-Grandjean, mouezh bet Radio Kerne ..... 20 Manifestiñ evit ar gwir da gampiri ..... 21 Levrioù brezhonek ..... 22
<b>Hommages</b> Fañch Peru ..... 10 Michel François ..... 11	<b>Pages culturelles</b> Livres ..... 29 31 Un jour avec... Poppy Seeds ..... 32 Musiques de Celtie ..... 33	<b>Couverture</b> : photo Hubert Chémereau Le Peuple breton paraît le premier jour ouvrable du mois. Les titres et intertitres des articles sont de la rédaction.
<b>Social</b> Emmanuel Macron contre la France des néolibéraux ..... 12 13 Retraites. Le déni de réalité ..... 14 15 Marin sur l'Ocean Viking ..... 16 17		

### « Woke » : le mot est plus ancien qu'on ne le croit

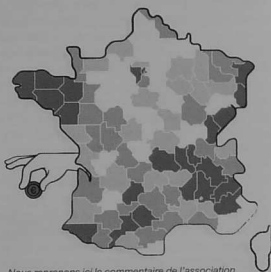
L'article « Woke : le retournement du stigmate », signé de Tiffenn Siret dans le dernier PB (janvier, page 29) me laisse quelque peu dubitatif : l'auteur (ou l'auteure) écrit ceci à propos du terme « woke » : « Les premières occurrences datent des années 1980, sous la plume de Kimberlé Crenshaw [...] qui pose les bases du concept autour des travaux du féminisme afro-américain et des discriminations entre sexisme et racisme. » L'origine est beaucoup plus ancienne et ne concerne pas, au départ, les femmes en tant que telles : le terme « woke », qui appartient à l'argot, apparaît dans la communauté afro-américaine et devient d'un usage courant à partir des années 1930. Il est popularisé par le musicien blues Leadbelly, dans sa chanson *The Scottsboro Boys*. Cette chanson dénonce les injustices subies à cause d'un système de discrimination raciale (source : *Philosophie magazine* de décembre 2022, p. 44-45, et plus généralement l'excellent dossier de plus de 20 pages consacré à ce sujet, parfois difficile à cerner...). Meilleurs vœux à toute l'équipe qui réalise le PB chaque mois.

Jean-Luc Le Cleac'h, Treffiatagat (29)

ENQUÊTE | Entre 2010 et 2021, le montant des dons déclarés aux services fiscaux français par les particuliers a été multiplié par deux et celui des entreprises par 2,3. Cette augmentation repose en partie sur de nouvelles approches destinées à un public rajoint.

### Géographie des donateurs par département, en 2021, en %

- plus de 20,7
- entre 17,4 et 18,7
- entre 18,8 et 20,6
- moins de 17,4



Nous reprenez ici le commentaire de l'association Vigibretagne : « Il n'y a pas quelque chose qui vous saute aux yeux ? Laissons la générosité des Bretonnes et des Bretons s'exprimer dans une Bretagne unifiée ! »

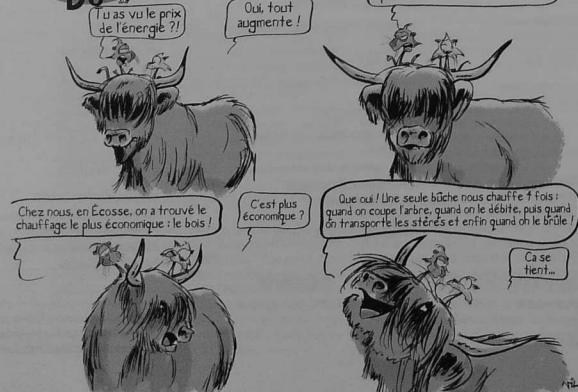
Infographie Le Monde, 23 janvier 2023

### Plus que jamais d'actualité !



[www.pressepopulaires.bzh](http://www.pressepopulaires.bzh)

### GWEENN DU Éco-ssais.



### Écrivez-nous !

Envoyer votre courrier au :  
 9, rue Pinet-Duclos - 22090 Saint-Brieuc  
 contact@lepeuplebreton.bzh

## Le mot de l'UDB



Pierre-Emmanuel Marais-Jegat | co-porte-parole de l'UDB, adjoint à la maire de Nantes

### Michel François et « l'ogre » parisien

Quel meilleur hommage peut-on faire à un camarade que continuer son combat politique ? Le décès de Michel François nous rappelle à quel point les causes qu'il défendait étaient pertinentes, particulièrement dans la Loire-Atlantique. Hasard, sa mort est intervenue à peu près en même temps qu'un communiqué de Christelle Moranaïs, la présidente du conseil régional des Pays-de-la-Loire, réclamant de « mettre Paris à moins de deux heures de Nantes, quelle que soit la solution technique retenue ». Cette manie des élus locaux de systématiquement penser que la richesse vient d'ailleurs – et singulièrement de Paris – les pousse à réclamer un accès rapide et direct afin – certainement – de faire « ruisseler » cette richesse. « Illusion », aurait dit Michel François.

« La centralisation des transports français, spectaculairement accélérée à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, a eu pour premier souci de favoriser dans la capitale et autour d'elle l'accumulation de capital qui permettrait à ses détenteurs celle des richesses et la maîtrise économique de l'espace français », écrivait-il sur son blog. Sa démonstration fâcheuse reposait sur la comparaison des recensements des villes européennes dans le temps. Autour de 1800, Nantes et ses 75 000 habitants paraissent au-dessus de Munich, à peu près au rang de Turin, et pas très loin au-dessous de Barcelone. Brest et Rennes, qui comptaient autour de 30 000 habitants, pouvaient se comparer à Francfort. Un siècle plus tard, les villes françaises avaient largement été doublées par leurs anciennes égales et le phénomène n'a fait que s'accélérer depuis. La faute à un système organisé qui s'est matérialisé par l'étoile ferroviaire française. Un aspirateur à richesses !

La fameuse « taille européenne » que devraient atteindre les « métropoles » ou les régions a en réalité été empêchée justement par la centralisation française, qui a « pompé » l'ensemble des forces vives d'un pays

comme la Bretagne (mais pas uniquement) pendant des décennies. Le découpage administratif coupant en deux la Bretagne n'a évidemment pas aidé, puisque Nantes et Rennes se concurrencent pour savoir qui sera la plus proche banlieue de la capitale française. Comme l'écrivait Morvan Lebesque, l'État a colonisé la France. Selon Michel, « plus qu'une question de population, la taille européenne est une histoire et une géographie davantage maîtrisées qu'en France par les populations concernées ». La disparition des provinces après la Révolution française a en effet entraîné non seulement leur propre sortie de l'espace politique, mais aussi celle de leur bourgeoisie émergente.

Car il est évident que c'est la centralisation, notamment des transports, qui a tué le dynamisme démographique et économique de la France. Relier les grandes métropoles à Paris plutôt qu'entre elles n'a fait qu'alimenter l'ogre. « Sans prise en compte de cette évidence, les liaisons bénéficieraient seulement au centre, et accessoirement aux seules extrémités de l'étoile », peut-on lire sous la plume de Michel. La logique de métropolisation entamée sous l'ère de Nicolas Sarkozy et perpétuée depuis n'a rien d'une décentralisation, mais, selon un concept imaginé par Michel François, s'analyse plutôt comme une « centralisation multipolaire ».

Quelle conclusion tirer de tout cela ? La première d'entre elles, c'est que le dynamisme breton ne dépend sûrement pas d'une connexion à Paris. Plutôt que de chercher à aller toujours plus rapidement vers Paris, nous devrions, à l'instar de l'Allemagne et d'autres pays européens, favoriser les transversales, à l'intérieur de la Bretagne, mais aussi avec d'autres villes, en France comme en Europe. Cesser de faire de Paris l'unique gare centrale, penser de façon autonome, permettra à n'en pas douter de mieux partager les richesses.



Nous écrire  
 4, rue Menou | 44000 Nantes  
[permanence@udb.bzh](mailto:permanence@udb.bzh)



# La Bretagne de Brest à Nantes

## ROSCOFF. Des trains au quotidien, pas des bouchons

Le 21 janvier, quasiment un an jour pour jour après la première mobilisation lancée par l'UDB, a eu lieu une nouvelle manifestation à Roscoff, organisée par le collectif pour la réhabilitation de la ligne de train Morlaix-Roscoff : 350 personnes étaient présentes. La cause est toujours la même : obtenir des décideurs publics la réouverture de la ligne ferroviaire fermée depuis juin 2018 à la suite d'un éboulement sur la voie, mais aussi à cause d'un défaut d'entretien par l'État et la SNCF, responsables des infrastructures. Michel Beaupré et Fulup Plouzané ont pris la parole pour l'UDB, qui était très bien représentée. Développer le réseau ferroviaire permettrait de créer de l'emploi, redonner un souffle à Roscoff et limiter les voitures et camions sur une route où les bouchons sont quotidiens.



## SAINT-ÉVARZEC. Le Finistère « à la pointe » !

Le Saint-Évarzécois Steven Chouet, aidé de son épouse, a le vent en poupe en taillant dans son atelier de Pleuven des diamants qui sont utilisés par les plus grandes usines de pressage de vinyles du monde. Il a aussi ouvert à Saint-Évarzec un 2<sup>e</sup> atelier, où il s'est lancé dans la production chimique de moules qui, insérés ensuite dans une presse, permettent de tirer jusqu'à plusieurs milliers voire dizaine de milliers de vinyles. L'entreprise est devenue ainsi championne à l'exportation en recevant des commandes de grands studios de musique.

**LORIENT.** Sommet celtique en mars  
Le président du conseil régional Loïg Chesnais-Girard a annoncé la tenue les 9 et 10 mars prochains d'un « sommet celtique » à Lorient. Outre la Bretagne, il réunira des représentants de l'Ecosse, de l'Irlande et du pays de Galles. « Permettre à la Bretagne de regarder dans toutes les directions, c'est la garantie de ne pas se laisser enfermer dans le carcan du centralisme français, mais au contraire de faire fructifier notre position géographique exceptionnelle », écrit les élus régionaux du groupe Breizh a-geiz (dont fait partie l'UDB). « La Bretagne doit [...] construire des passerelles transfrontalières. Ainsi seulement pourrons-nous construire une société européenne authentiquement solidaire et forte de sa diversité », ajoutent-ils. Loin d'une vision folklorique, les coopérations concrètes possibles ne manquent pas : pêche, transport maritime, énergies renouvelables, recherche et enseignement supérieur, tourisme, logement et bien évidemment langues et culture.

## QUIMPER. L'artiste Clet condamné



Dans *Pobl Breizh* d'octobre 2022, nous vous présentions l'artiste breton Clet Abraham. Il pratique le street art et plus particulièrement le détournement de panneaux de signalisation. Ils sont très nombreux en Cornouaille à être détournés puisque l'artiste habite à Plouhinec (Cap-Sizun). Début janvier, il a été condamné par le tribunal de Quimper à la suite d'une plainte de Douarnenez Communauté, qui le poursuivait pour dégradations de panneaux routiers. Condamné à une amende de 1 500 € et à dédommager à hauteur de 4 109 € la collectivité, il a décidé de faire appel.

**FRANCE.** Langue bretonne : ça bouge à gauche  
Une petite révolution se déroule, discrètement, au PCF et peut-être même à La France insoumise sur la langue bretonne. Du côté de LFI, historiquement hostile aux langues dans les régionales (le groupe parlementaire s'était fermement opposé à la loi Molac), on retrouve plusieurs signatures de députés dans un courrier transpartisan demandant à l'État de faire plus pour respecter la convention État-Région sur les langues de Bretagne. Parmi les signataires membres de LFI : le député de la Loire-Atlantique Andy Kerbrat (qui s'était déjà engagé en faveur de l'enseignement du breton l'été dernier), la députée de Guingamp Murielle Lep-

vraud et la députée de Redon Mathilde Hignat. On n'était pas habitué à voir des membres de LFI signataires de tracts aux côtés de Paul Molac ! Reste à voir si cet engagement entraînera une révision du positionnement du mouvement dans son ensemble. Du côté du PCF, la section de Morlaix demande au parti de prendre position pour la méthode immersive dans le public. Une vraie reconnaissance pour Diwan et la fin d'un tabou. La proposition a des chances d'aboutir. Fabien Roussel, actuel dirigeant du parti, s'y étant déjà déclaré favorable. Dans la foulée, la section communiste demande la modification de l'article 2 de la Constitution (« Le français est la langue de la République ») pour permettre la mise en place de « statuts de co-officialité pour les langues régionales ». A suivre !

**PAYS DE SAINT-MALO.** Un jeu de l'île XXL  
Le collectif Sortir du nucléaire de Saint-Malo et du pays de Rance avait déjà innové, en 2020, lorsqu'il avait pris l'initiative de solliciter une vingtaine d'artistes afin de réaliser une quarantaine de dessins : « Des bulles pour dire stop à la folie du nucléaire ». Cette fois-ci, il s'agit de confectionner un jeu grand format « Oïetruche » (en référence à la politique de l'autruche) destiné à s'interroger sur la réalité du nucléaire. Une fois terminé, il pourra être présenté dans des salles communales, des places publiques et aussi prêté à d'autres associations.

**PLOUISY.** L'usine à saumons, c'est toujours non !  
C'est une nouvelle importante dans la saga Smart Salmon, projet d'une usine à saumons géante à Plouisy : Fanny Chappé, maire de Paimpol, s'oppose au projet. Cette prise de position mo-

difie les équilibres politiques à Guingamp-Paimpol Agglomération, où très peu d'élus s'engageaient franchement contre le projet jusqu'alors. Autre prise de position symboliquement importante, celle du conseil municipal de Plouisy, qui s'oppose maintenant à l'implantation de l'usine en raison de modifications apportées par rapport au projet initial.

**CORDEMAIS.** Projet Ecocombust validé  
Après une nouvelle grève, les salariés de la centrale EDF de Cordemais, qui alimente en électricité une large partie de la Bretagne, ont enfin obtenu la validation du projet Ecocombust de conversion de la centrale électrique à la biomasse. Dès 2025, l'usine utilisera 80 000 tonnes par an de pellets à partir de déchets de bois d'ameublement et remplacera progressivement le charbon dans les chaudières de la centrale jusqu'à la conversion totale du site en 2027.

**CALLAC.** Le projet Horizons abandonné  
À force de menaces, le maire de Callac a fait annuler le projet d'accueil de réfugiés. Dans un communiqué, le fonds de dotation Merci, porteur du projet, a dénoncé une « campagne de désinformation, de groupes et de médias d'extrême droite visant à diviser la population et à déstabiliser le conseil municipal ». Il rappelle que le projet « visait à redynamiser ce territoire, tant sur le plan urbain, économique et social tout en permettant l'accueil de personnes réfugiées » et qu'il prévoyait « l'installation volontaire de quelques dizaines de personnes exilées sur une échelle de dix ans dans ce bourg de 2 200 habitants où des emplois sont à pourvoir (soins, service à la personne, mécanique, commerce...). Le projet prévoyait également la réhabilitation d'un ancien collège en friche en un lieu d'activités collectives (crèche, cinéma,

ressourcerie), la réouverture d'une librairie et la rénovation de nombreuses maisons ». Tant pis pour Callac !

## AGGLO DE LORIENT. Une élue UDB déléguée à la langue bretonne



Le président (de droite) de Lorient Agglomération Fabrice Loher a proposé à l'élue UDB hennebontaise Laure Le Maréchal d'assumer la charge de conseillère déléguée à la langue et à la culture bretonne. Après discussion avec la section locale, celle-ci a accepté : « Cela fait des années, explique Laure Le Maréchal, que nous réclamons, comme les associations, un ou une référente à la langue et à la culture bretonnes à l'agglomération. Refuser cette délégation serait faire preuve d'immaturité politique, d'autant que la langue bretonne est une question transpartisane. Nous restons dans la minorité, mais comptons faire avancer ces questions le mieux que nous pourrions durant la durée du mandat. La langue et la culture bretonnes ne peuvent se permettre d'attendre ! »

## PERROS-GUIREC. Collège Diwan : ça stagne !

L'ancienne colonie de vacances du Quinquis à Perros-Guirec répondrait parfaitement aux besoins de Diwan pour l'implantation d'un collège. Ces anciens bâtiments peuvent être acquis pour un tarif très inférieur au prix du marché et le projet rend possible l'hébergement de saisonniers l'été tout en faisant fonctionner l'établissement l'hiver. Qui plus est, sa localisation arrangerait de nombreuses familles du littoral et soulagerait le collège de Plésidy. Mais alors que le projet est prêt pour passer en phase de réalisation depuis plus d'un an, les discussions s'éternisent. « Comment se fait-il qu'il soit si difficile de lancer un tel projet, sans doute l'un des meilleurs présentés depuis longtemps sur la côte de Granite ? » interroge la section de Lannion de l'UDB.

## Iffig

– a appris la mort de la doyenne de l'humanité, sœur André, à l'âge de 118 ans. A trois mois d'avoir tous ses trimestres de cotisation retraite, c'est rageant !

– a entendu les membres du gouvernement rabâcher que « tous nos voisins européens » parlaient plus tard en retraite ; – se dit que « tous nos voisins européens » donnent du pouvoir aux régions, mais que, visiblement, dans ce cas de figure, on ne cherche pas à les copier !

– a lu que Christelle Moranaïcs veut mettre Nantes à moins de deux heures de Paris ; – apprécierait qu'elle commence par mettre Nantes à moins d'une heure de Rennes !

– a lu qu'Emmanuel Macron envisage d'augmenter d'un tiers le budget de la Défense ; – se demande si on fabrique des citoyens ou des soldats dans ce pays !

– a lu qu'un joueur de 2<sup>e</sup> ligne de rugby d'origine australienne ne pourra jouer ni le tournoi des Six Nations ni la Coupe du monde avec le XV de France, car on ne peut être sélectionné avec les Bleus qu'après cinq ans de résidence en France... – a du mal à comprendre pourquoi les mêmes s'efforcent que l'on demande un an de résidence pour acheter un bien !

– se demande comment le ministre de l'Éducation nationale compte tenir son objectif de 10 000 élèves bilingues supplémentaires scolarisés en 2027 en ouvrant seulement deux postes de CAPES en breton ; – se dit que se moquer à ce point du monde, ça se voit !

– a appris que le ministre émirati de l'Industrie et patron de la compagnie pétrolière nationale a été nommé à la tête de la conférence sur le climat COP 28 prévue fin 2023. – pense que le métier de dessinateur humoristique de presse se complique...

## Jupiter est-il vraiment sain d'esprit ?

► PAR YANN FIEVET

Une mise en garde s'impose d'emblée : nous allons ici être quelque peu irrévérencieux à l'encontre du président de la République française. Cela nous est sans doute déjà arrivé, du reste, comme envers ces illustres prédécesseurs, avec un soin très attentif pour Nicolas Sarkozy au temps glorieux de son firmament. Il va être question cette fois de santé mentale, évidemment dans le cadre particulier d'une éminente fonction, celle du chef d'un État démocratique qui laisse à son dirigeant suprême des coudees excessivement franches. Ces dernières semaines nous ont apporté leur lot de faits on ne peut plus troublants quant à l'exercice de la fonction présidentielle dans notre pays. Cela ne devrait pas manquer de nous inquiéter.

Si Emmanuel Macron était un homme ordinaire, la question que nous allons soulever ici ne se poserait tout simplement pas. En effet, dans l'absolu, Emmanuel Macron n'est pas fou, son état mental ne relève, pour ce que nous pouvons en connaître, d'aucune des pathologies psychiatriques répertoriées et traitées par le corps médical. Ainsi, on pourrait appliquer à Emmanuel Macron, un homme parmi d'autres, les expressions « un esprit sain dans un corps sain » ou « sain de corps et d'esprit ». Alors, où est donc le problème ? Eh bien, voici : Emmanuel Macron n'est pas actuellement un citoyen ordinaire. Il est président de la République !

La question qui nous occupe doit donc être de ce fait posée de façon non pas absolue, mais relative. Elle doit ainsi être envisagée relativement aux lourdes charges qu'implique l'exercice de la fonction extraordinaire dont il a à s'acquiescer au quotidien. La Constitution de la V<sup>e</sup> République donne à l'hôte de l'Élysée des pouvoirs très étendus dont aucun de ses homologues européens ne peut s'enorgueillir. De surcroît, par un exercice solitaire assumé de la fonction présidentielle, Emmanuel Macron a encore accentué le caractère exorbitant de son pouvoir. Il est donc légitime, dans ces conditions exceptionnelles, d'interroger sa capacité à remplir avec sérénité, discernement et distance critique ce fardeau inhabituel.

Voici donc ce qui nous trouble dans le comportement déconcertant de Jupiter ces derniers mois, sans que cela occulte les multiples incongruités intervenues au cours de son premier quinquennat. Emmanuel Macron nous a habitués à changer souvent d'avis au point même de surprendre le cercle de ses fidèles lieutenants. L'inconstance n'est certes pas une pathologie, mais, s'agissant d'un président de la République, la chose peut confiner à l'indécision malade et au manque de clairvoyance.

En décembre dernier, Emmanuel Macron s'est rendu à deux reprises à Doha, capitale du Qatar, pour assister, à quelques jours d'intervalle, à des... matches de football. Certes, il s'agissait de la Coupe du monde et l'équipe de France était à chaque fois l'une des deux équipes sur le terrain. Signalons, pour commencer, qu'aucun autre chef d'État ou de gouvernement des huit pays en lice à partir des quarts de finale de la si grandiose compétition n'a fait le déplacement, pas même le président de l'Argentine, où le football est pourtant une quasi-religion. Rappelons ensuite que notre président avait déclaré, face aux vives critiques entourant les désastreuses conditions de préparation de cette compétition « planétaire », qu'il convenait de ne pas politiser le sport.

Au soir de la demi-finale France-Maroc, la politique était en effet ailleurs : un sommet européen se tenait sur notre continent.

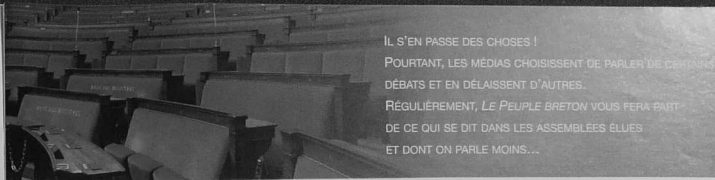
Qu'importe ! Le sport dépolitisé avant tout : Emmanuel Macron demanda au chancelier allemand de le représenter lors dudit sommet ! Enfin, avant même la fin de la compétition, Jupiter emboîta le pas du président de la FIFA, éminente organisation mafieuse, en déclarant solennellement que le Qatar organisait une belle Coupe du monde. Il espérait alors que la France allait conquérir sa « troisième étoile », tout comme les vingt millions de fans ravis à leur écran le soir de la finale. Il n'aurait sans doute sur le fait que cette troisième étoile rendrait surtout plus facile la rude « bataille des retraites » qu'il attendait à la rentrée. Pas de politique ! Est-il besoin de commenter plus avant cette calamiteuse séquence ?

Le 1<sup>er</sup> janvier, le président de la République eut une chance de se racheter une conduite politique digne de ce nom. Encore aurait-il fallu qu'il décide d'aller à Brasilia pour la cérémonie officielle d'investiture du président Lula. Alors que 17 de ses homologues se sont rendus au Brésil pour la circonstance, il préféra y déléguer un sous-fifre. Après les quatre années de la quasi-dictature de Bolsonaro, la présence d'Emmanuel Macron pour saluer le retour du Brésil vers la démocratie eut été plus qu'un symbole. Cela aurait eu assurément plus d'allure que la remise de la Légion d'honneur au maréchal Sissi, responsable de la sanglante répression qui sévit en Égypte depuis des années. On a quand même bien le droit de choisir ses interlocuteurs !

Emmanuel Macron conclut l'année de sa triomphale réélection par les traditionnels vœux aux Français. Il y lança une affirmation proprement hallucinante : personne ne pouvait prévoir la crise climatique. Il précipita ainsi brutalement et péle-mêle dans les oubliettes de l'Histoire le sommet de la Terre tenu à Rio en... 1992, le protocole de Kyoto de 1997, la célèbre phrase de Jacques Chirac (« la maison brûle et nous regardons ailleurs ») prononcée en 2002 à Johannesburg, la COP 21 tenue à Paris en décembre 2015 et toutes celles qui la précéderent ou la suivirent, tous les rapports du GIEC dont chaque nouvelle édition est plus alarmante que la précédente, la Convention citoyenne sur le climat organisée en France en 2020-21 et qu'il avait lui-même voulue, etc. Un homme dont le cerveau tourne rond peut-il au tournant de l'année 2023, profiter d'une pareille idiotie ? Lors du réveil qui suivit, Jupiter s'est peut-être fait sévèrement morigéner par Madame au point de ne pas oser s'envoler pour le Brésil le lendemain matin. Là-bas, l'Amazonie n'a pas fini de souffrir des innombrables incendies allumés par Bolsonaro qu'Emmanuel Macron avait pourtant un jour dénoncé dans un moment de franche lucidité.

On se souvient que lors de son ascension vers sa première élection, Emmanuel Macron se réclamait de la pensée du grand philosophe Paul Ricoeur, qu'il avait du reste rencontré. Nombre d'intellectuels et d'éditorialistes avaient à l'époque salué ce signe évident de culture, qui laissait augurer des lendemains prometteurs pour notre pays. Pourtant, on cherche en vain depuis près de six ans dans la politique pratiquée par le prétendu disciple le moindre trace de la pensée du maître. L'élève a probablement lu en diagonale les ouvrages majeurs de Ricoeur. La diagonale du fou, ironiseront les esprits les plus chagrins. Soyons plus sobres, tout en restant dans la métaphore : le second quinquennat de ce président tellement imprévisible va être long et pourrait le mettre « échec et mat » avant son terme. Les paris sont ouverts... Pour l'heure, nous sommes sûrs d'une chose : Jupiter va encore nous surprendre. ●

**L'inconstance n'est pas une pathologie, mais la chose peut confiner à l'indécision malade et au manque de clairvoyance**



IL S'EN PASSE DES CHOSSES !  
POURANT, LES MÉDIAS CHOISISSENT DE PARLER DE CERTAINS DÉBATS ET EN DÉLAISSANT D'AUTRES.  
RÉGULIÈREMENT, LE PEUPLE BRETON VOUS FERA PARTI DE CE QUI SE DIT DANS LES ASSEMBLÉES ELUES ET DONT ON PARLE MOINS...

## Yara à Montoir-de-Bretagne

L'usine de l'industriel norvégien Yara fabrique 600 000 tonnes d'engrais de synthèse par an. Elle est régulièrement brocardée pour ses rejets d'ammoniac, d'azote et de phosphore dans la Loire. L'état des réservoirs d'ammoniac du pôle industriel est



qualifié de « critique » selon la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Sandrine Jossa (Modem) a évoqué ce problème le 10 janvier : « Ce site polluant ne respecte pas les normes de rejet, ne répond pas aux injonctions de la justice et représente une véritable source d'inquiétude pour les riverains, alors même que la direction de l'usine assure que les pollutions récurrentes sont normales dans son secteur d'activité et aux abords de l'estuaire de la Loire. Un estuaire dans lequel [...] la mortalité des moins de 65 ans est supérieure de plus de 28 % à la moyenne nationale. » Clément Beaune, ministre délégué chargé des Transports, lui a répondu : « La pression exercée par les services de l'État a déjà permis d'aboutir à certaines avancées, insuffisantes probablement [...] ; cependant, l'exploitant doit encore mettre en conformité ses installations pour le traitement des rejets des eaux industrielles et pluviales. Au vu de ces constats, le site a été placé en vigilance dite renforcée dès juillet 2021. [...] la société Yara a dû élaborer un plan de mise en conformité avec des mesures précises, quantifiables et vérifiables [...] En complément, pour crédibiliser cette pression, des sanctions administratives ont été prises [...] des astreintes financières ont été prononcées pour les années 2020 et 2021, pour un montant total de plus de 220 000 euros. »

## Communauté kurde

Frédéric Mathieu (LFI) a interpellé le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin au sujet du nouveau meurtre commis au centre culturel kurde de Paris le 23 décembre dernier, faisant trois morts et plusieurs blessés : « La similitude avec le triple assassinat du 9 janvier 2013 pose question, estime le député. Le local de la rue d'Enghien est certes public, mais le jour et l'heure de l'attentat correspondaient initialement à un rendez-vous entre plusieurs dizaines de représentantes kurdes. » Frédéric Mathieu a plaidé pour que le gouvernement travaille sur l'hypothèse d'une ingérence de la Turquie. Gérald Darmanin a préféré botter en touche en s'estimant « surpris » par ses propos : « Dans un État de droit, ce n'est pas au ministre de l'Intérieur ou au gouvernement d'étudier des pistes : c'est aux magistrats de le faire, indépendamment de toute action politique », oubliant que le député LFI réclamait une levée du secret défense. Fidèle à son habitude, le ministre a polémique : « Soit vous ignorez totalement l'État de droit [...] soit, malheureusement, vous utilisez ce drame ignoble pour faire croire que l'État français aurait des choses à cacher. »

## Déserts médicaux

Toujours le 10 janvier, Paul Molac (LIOT) s'est enquis des déserts médicaux juste après avoir présenté ses vœux en breton à l'assemblée : « Un grand nombre de praticiens arrivent désorientés à l'âge de la retraite, mais les médecins de la nouvelle génération ne sont pas assez nombreux pour compenser leurs départs. En outre, les jeunes médecins ne travaillent pas de la même manière que leurs aînés. » Soulignant les inégalités entre les territoires, il a évoqué plusieurs pistes pour réduire la « fracture sanitaire dans notre pays » : l'augmentation du *numerus apertus* (aujourd'hui 20 % de plus par an d'étudiants admis chaque année en médecine pour la période 2021-2025) et « le fléchage de l'installation des médecins libéraux et des chirurgiens dentistes vers les zones dans lesquelles l'offre de soins est insuffisante ». Agnès Firmin-Le Bodo, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, a répondu à Paul Molac que « nous allons encore affronter sept ou huit années difficiles ». Elle a assuré que le gouvernement cherche à fixer les praticiens dans les zones fragiles. Le « partage des tâches » avec le déploiement d'assistants médicaux est aussi une piste : « L'objectif est de faire passer leur nombre de 4 000 à 10 000 d'ici la fin de l'année. Un assistant médical permet de gagner 15 % de temps médical. » Une alternative à la demande de passer le tarif à l'acte de 25 à 50 euros. Paul Molac a regretté que la question de la sectorisation ne soit pas abordée par la ministre, comme c'est le cas pour les pharmaciens ou infirmiers.

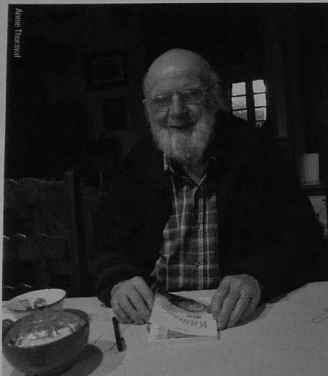
## CH de Brocéliande

Le 10 janvier, Claudia Rouaux, députée PS de Montfort-sur-Meu, a parlé du centre hospitalier de Brocéliande et plus particulièrement de l'avenir du site de Saint-Méen-le-Grand : « Récemment labellisé hôpital de proximité, il comprenait une offre sanitaire et médico-sociale, avec 40 lits en service de soins de suite et de réadaptation, dont six dédiés à des patients atteints de sclérose en plaques. Depuis octobre 2022, ce service est fermé à la suite du départ du médecin en exercice et des difficultés rencontrées pour recruter un nouveau. [...] Le 12 novembre, une marche citoyenne a réuni près de 1 000 personnes pour défendre l'hôpital », a-t-elle expliqué avant de demander des engagements au gouvernement. Agnès Firmin-Le Bodo lui a répondu que « l'agence régionale de santé et le centre hospitalier de Brocéliande ont exploré la possibilité d'une organisation médicale associant des médecins à diplôme étranger et une supervision à distance par des praticiens du CHU de Rennes ». Avant d'ajouter que « le projet de loi relatif à l'immigration servira de support à des dispositions permettant l'amélioration et la fluidification du dispositif d'intégration des [praticiens étrangers] ». Utile, finalement, l'immigration...



## Kenavo Fañch

Des militants de la période du grand revival breton (1950-90) nous quittent un à un... Fañch Peru était l'un des plus discrets mais l'un des plus présents, actifs et créatifs depuis plus de soixante ans. *Le Peuple breton* lui rend hommage. ► PAR JEAN-JACQUES MONNIER



J'ai fait la connaissance de Fañch Peru à mon arrivée dans le Trégor, il y a un demi-siècle, comme jeune enseignant dans le même lycée (et collège) que lui, à Tréguier. Il enseignait aux jeunes les français et surtout le breton, et encore le breton en cours du soir pour les adultes. Il faisait des conférences sur la culture bretonne ou sur ses voyages dans les pays celtiques. Je le retrouvais aussi chez lui, lors des premières réunions de la section de Tréguier de l'UDB, ou lors des sorties scolaires, où le car emmenait nos classes voir tel spectacle d'Alan Stivell ou *Le Printemps des Bonnets rouges*, la pièce de Paol Keineg. À vrai dire, je l'avais déjà croisé au stage d'été d'Ar Falz, qu'il fréquentait depuis longtemps avec son épouse Marie-Thérèse, qui partageait la plupart de ses activités et de ses engagements depuis l'âge de... 18 ans.

### Berhet, pôle culturel

Poursuivant son enseignement à Tréguier, il s'installe dans la petite commune rurale de Berhet, dont il devient vite conseiller municipal (1977) puis

100 spectacles et animations par an, des stages de danses irlandaises et des multiples événements, notamment liés aux sports et jeux bretons.

### Un breton écrit idéal, une synthèse réussie

Plus que tout autre, Fañch est enraciné et sait se fondre dans son environnement, écouter, prendre des notes. En 1984, je deviens rédacteur en chef du mensuel que vous tenez entre vos mains et souhaite faire vivre un supplément en langue bretonne dans chaque numéro. J'ai besoin des capacités de Fañch pour fournir du contenu et corriger les articles, les typographes n'étant pas bretonnants. Commence une décennie de collaboration permanente. L'auteur fournissant avec une ponctualité parfaite un feuillet mensuel qui, une fois terminé, devient un livre en breton publié aux éditions associatives Skol Vreizh.

Une dizaine de ses 22 ouvrages paraîtront ainsi, en deux étapes. Quelques-uns sont bilingues, essentiellement la poésie. Au quotidien, Fañch ne se sépare jamais du petit carnet sur lequel

il note sans cesse des détails sur le monde qui l'entoure, les conversations qu'il entend. Il nous restitue dans ses livres une bonne part de cette réalité du Trégor profond, avec le petit décalage que permet le roman. C'est donc une mine d'informations sur un pays et son évolution depuis les années 1940.

Une œuvre énorme, riche, adaptée à tous les publics, en particulier les jeunes. Un breton écrit idéal, conciliant à la fois les formes parlées trégorroises et le breton enseigné dans les écoles. Une synthèse réussie traduite par des livres abordables où le bretonnant de naissance se sent lui aussi à l'aise. Et Fañch est là, dans les écoles bilingues, pour partager ses ouvrages par la lecture, ou dans les salons du livre, pour faire une dédicace à tous ceux qui la lui demandent. Il peut aussi participer à la section Jeux bretons de l'Institut culturel, rédiger une plaquette, intervenir sur les jeux bretons en conférence ou par des articles.

### Un grand créateur

Jusqu'en 2021, Fañch et Marie-Thérèse sont aussi là pour faire revivre bénévolement à Ploubezre le café de la gare de Kerazurm et la saboterie adjacente, lieux de l'enfance bretonnante de Fañch, en musée gratuit où, au milieu du mobilier traditionnel, le couple sert le café aux visiteurs et ajoute bientôt un musée du jouet. Unité de lieu, le Trégor intérieur, unité de vie tournée vers les réalités locales, dont la culture bretonne, unité du couple autour de l'animation locale.

Cette cohérence totale ne doit pas faire oublier que Fañch était un grand écrivain et un grand poète, et que l'avoir entendu lire ses textes aux sonorités choisies avec soin montre que le militant était avant tout un grand créateur culturel, des statues en bois qu'il sculptait aux poèmes bilingues dont on attend avec impatience la publication, la 23<sup>e</sup> aux éditions Skol Vreizh, liées au mouvement culturel Ar Falz, dont il fut membre toute sa vie d'adulte. ●

## Kenavo Michel

Né au Croisic en 1943, Michel François a été éveillé à la Bretagne par la musique et la culture bretonne. Il fut joueur de bombarde et participa au pardon de La Baule. Dans les années 1970 – comme nous le rappelons dans un récent article consacré à la BD *La Frontière bretonne* –, il fut à l'origine de la création de B5, qui préfigura le Comité pour l'unité administrative de la Bretagne (CUAB), puis Bretagne réunie, aux côtés de Patrick Mareschal et Yves Lainé. *Le Peuple breton* rend hommage à un pilier de l'UDB.

### ► PAR LA RÉDACTION

Militant de l'Union démocratique bretonne depuis 1977, Michel François occupa de nombreuses responsabilités au sein du bureau politique et de la fédération de la Loire-Atlantique du parti. Il fut aussi conseiller municipal à Nantes de 1989 à 2001 et ses qualités de tribun, aux côtés de Patrick Pellen, permirent de faire vivre les idées autonomistes au sein d'une majorité de gauche aux ordres d'une pensée dominante jacobine. Installé à Saint-Herblain avec son épouse Damaris et leurs enfants, il y fut par la suite conseiller municipal, de 2004 à 2014. On lui doit notamment l'avancée de l'installation de panneaux d'entrée de ville bilingues et la signature de la charte 'Ya d'ar brezhoneg.

Parent d'élève Diwan, il s'engagea pour le développement des filières bilingues français-breton dans la Loire-Atlantique, allant jusqu'à mener une grève de la faim en 1991 pour la création de postes d'enseignants certifiés en breton au collège. Sa détermination pour faire avancer la cause de la langue bretonne s'incarne dans ces 23 jours de grève de la faim, qui ne furent interrompus que sous la pression de camarades tel qu'Herri Gourmelen, venu à Nantes pour lui demander de ne pas mettre davantage en danger sa santé. L'écho médiatique et politique avait été tel qu'une manifestation de 500 personnes accompagna cette victoire, tandis que Michel François se réjouissait d'avoir « reçu chaque jour pendant toute la durée de la grève des soutiens et des visites militantes, amicales ».

Ses combats furent nombreux, autant sans doute que ses amis. Homme de gauche, il milita à la CFDT et, comme l'a rappelé Jean-Yves Le Goas lors de

l'hommage de l'UDB au cimetière du Tilay à Saint-Herblain le 10 janvier dernier, « il s'attacha à lier le combat pour la réunification de la Bretagne aux questions d'aménagement du territoire et à la reven-



lui venait probablement de son métier : informaticien analyste à la direction générale des Impôts, à Nantes.

Partisan du transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes, il y voyait l'opportunité de décentraliser un trafic aérien hyperconcentré, une question restée sans réponse après l'abandon du projet. Mais c'est plus particulièrement les chemins de fer qui retenaient toute son attention. La réalisation au fil du temps de l'étoile ferroviaire parisienne était selon lui la raison essentielle du dépeuplement de la Bretagne dès la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Un exode non sans conséquence. Reprenons ses mots : « [...] il y a un invisible mur périphérique de béton qui réserve à Paris et à l'Île-de-France la maîtrise et le bénéfice de l'espace et des moyens. D'un côté tout est possible, de l'autre seulement des modestes projets qui ne remettent pas en question la suprématie de la capitale. Et pendant que des élus fascinés supplient qu'on ralle « la province » à Paris à toute vitesse et à tout-va, au détriment des liaisons locales et du tissu qu'elles innervent, les profits parcourent le même trajet, mais toujours dans le sens province-Paris. »

Une dénonciation toujours très argumentée, notamment dans les articles du blog qu'il a tenu jusqu'en 2018. Jean-Jacques Monnier le décrit comme « une mine d'arguments économiques, historiques, culturels, politiques en faveur de la réunification ». Durant des années, dans les colonnes du *Peuple breton*, il a compilé des milliers de chiffres pour les faire coller à la réalité bretonne, Loire-Atlantique comprise, donc. Une méticulosité qui

Pierre-Emmanuel Marais-Jégat, élu UDB nantais, estime que « l'héritage que lègue Michel François reste présent dans les esprits et les cœurs des militant·e·s. La crédibilité et la pertinence de ses analyses, notamment en ce qui concerne les revendications pour la réunification administrative de la Bretagne, servent aujourd'hui encore les plus jeunes générations ». ●

En 2017, Michel François écrivait dans son blog : « La France serait un pays plus accueillant, et écouté dans le monde avec plus de sympathie, si elle se décidait enfin à considérer sa diversité comme une chance et à se respecter en la respectant. L'extrémisme nationaliste et xénophobe n'y serait pas aux portes du pouvoir. »

# Emmanuel Macron contre la France

La réforme des retraites est incompréhensible au regard du déficit abyssal que la majorité actuelle creuse avec les baisses d'impôts et des coûts à venir liés aux questions écologiques. Elle a toutefois un sens pour nos dirigeants... > PAR GILLES RAVEAUD\*

« Le saviez-vous ? Tous les travailleurs suisses sont, sans le savoir, via leurs cotisations retraite, actionnaires de Total, Philip Morris, Dassault, Gazprom, Repsol et Amazon » : voici ce qu'écrit ce journaliste en Suisse. On ne le dit pas assez, mais c'est là l'un des principaux mérites de notre système de retraite par répartition : nous éviter de devenir des actionnaires malgré nous, en particulier de géants du pétrole, des cigarettes, ou des armes.

Les mois. C'est l'une des interrogations majeures des citoyens à l'égard de la réforme proposée par le gouvernement : pourquoi s'en prendre aux retraités, qui ne connaissent aucun retard de versement, quand on manque d'enseignants et d'infirmières ?

Sur le plan financier, le gouvernement a certes des arguments : il est vrai que le système va connaître des déficits dans les années à venir surtout si, comme nous devons le faire, nous intégrons le coût gigantesque des « crises » écologiques à venir, terme impropre d'ailleurs pour désigner un phénomène devenu récurrent. Certes, la pollution des sols, des eaux et de l'air, les canicules, inondations et sécheresses ne vont pas directement impacter les retraités. Mais elles vont représenter des coûts énormes qu'il faudra bien payer d'une façon ou d'une autre.

## Quand Renaissance pille l'État

Les dépenses publiques vont exploser dans les décennies à venir sous les coups de boutoir de la « nature », que nous continuons de maltraiter. De ce point de vue, il est très étonnant que si peu d'élus se préoccupent du déficit abyssal que la majorité actuelle creuse. Rien que pour cette année, le déficit de l'État va atteindre 160 milliards d'euros ! Comment le gouvernement ose-t-il nous demander de travailler deux ans de plus pour couvrir un déficit futur annuel de 15 ou 20 milliards d'euros au maximum, quand il pille la collectivité à hauteur de dix fois cette somme pour cette seule année ?

La chose suscite à juste titre l'incompréhension. Surtout que ce déficit abyssal s'explique pour partie par les baisses d'impôts décidées par Emmanuel Macron, ancien candidat malheureux à l'investiture du PS en Picardie en 2007, depuis qu'il a été nommé ministre de l'Économie par François Hollande en 2014. La liste est interminable : création du crédit d'impôt pour la compétitivité

et l'emploi (CICE), qui diminue les cotisations sociales versées par toutes les entreprises ; suppression de l'impôt sur la fortune (ISF) ; baisse de l'impôt sur les sociétés ; diminution de plusieurs impôts de production ; baisse de la fiscalité sur les revenus du capital ; suppression de la taxe d'habitation ; etc.

On peut estimer à environ 50 milliards d'euros par an les sommes perdues par ces généreux cadeaux accordés aux plus chanceux d'entre nous, sans aucune contrepartie bien sûr. En octobre 2018, le magazine *Alternatives économiques* pouvait déjà titrer : « CICE : pour 110 milliards, l'as positif plus rien ». Cent milliards de perdus ! Et on nous fait pleurer pour un déficit futur ! — des retraites de 12 milliards...

Et tout cela pour des résultats extrêmement minces en termes d'investissement, de création d'emplois, et surtout de compétitivité, le Graal tant recherché. Loin de s'être réduit, notre déficit commercial ne cesse de se creuser, même si l'on ne prend pas en compte la hausse du coût de l'énergie importée depuis l'invasion russe de l'Ukraine.

Cette réforme des retraites est incompréhensible. Le report de l'âge légal de la retraite à 64 ans ne changera rien pour les personnes qui effectueront des études supérieures. Elle ne pénalisera que les travailleurs qui ont fait des études plus courtes, et ont, de ce fait, coûté moins cher à la collectivité, puis occupé les emplois les plus pénibles et les moins bien payés. Son injustice est totale.

## Planète, je me vends à toi !

Incompréhensible, alors, la réforme Macron Borne Dussopt Vétan ? Non. On peut lui donner sens. Mais, pour cela il faut, comme dans les pays pauvres, sortir de notre pays, et nous tourner hors de nos frontières (non seulement bretonnes, mais françaises), vers le vaste monde.

C'est à la Commission européenne, aux agences de notation, aux investis-



Manifestations monstres partout en Bretagne.

seurs internationaux qu'Emmanuel Macron s'adresse lorsqu'il nous demande de « travailler plus ». Si l'homme a créé des sommets « Choose France » à l'Elysée, c'est parce qu'il n'a qu'une idée en tête : mieux « vendre » l'image de la « marque » France, abimée à ses yeux par les 35-heures, les « charges » et les « rigidités » du droit du travail.

Emmanuel Macron, en particulier lorsqu'il est à l'étranger, a honte de notre système social, de nous. Il l'a dit à plusieurs reprises. Nous sommes en effet différents, même si les pays scandinaves ont un système proche du nôtre, ce que l'on oublie un peu trop souvent. C'est évidemment notre chance. Mais, pour le président de notre République, c'est un handicap.

Et ce qui est triste, c'est que sa stratégie va échouer au regard même de ses objectifs. Dans un pays où 90 % des travailleurs sont salariés, conserver un emploi pendant quarante-trois ans n'est pas quelque chose que l'on peut décider de faire seul. Il faut qu'une ou plusieurs autres personnes nous emploient durant tout ce temps. Quarante-trois ans ! N'est-ce pas assez ? Qui sera capable de travailler durant tout ce temps sans y laisser son dos ou sa santé mentale, ou les deux ?

Si Emmanuel Macron voulait que nous travaillions plus longtemps, il mettrait en place une stratégie nationale de

suivi de la santé des travailleurs tout au long de la vie active, fondée sur le dialogue social, une puissante médecine du travail, une prévention des maladies professionnelles, une écoute des salariés, une préoccupation permanente pour l'ergonomie, les rythmes de travail, la lutte contre le bruit, les charges lourdes, l'exposition aux produits toxiques, etc., et assortie de lourdes sanctions auprès des entreprises qui ne respecteraient pas les objectifs décidés collectivement.

## Pas d'école, pas de futur

Il ne le fera pas. Tout comme il ne fera rien pour lever les mille obstacles qui empêchent tant de gens de travailler alors qu'ils et elles le souhaitent, que ce soit le manque de logements ou de transports en commun, le coût très élevé du permis de conduire, l'absence de garde gratuite des enfants en bas âge, ou les multiples discriminations qui restent impunies.

Enfin, ce qui menace réellement notre système de retraites, et, bien au-delà, c'est l'effondrement de notre système éducatif.

La situation est connue : les salaires des enseignants sont ridicules, leur travail est devenu un enfer dont plus personne ne veut, leur niveau a reculé, les résultats des élèves sont effrayants, et il leur est devenu banal de se retrouver sans professeur en face d'eux.

Or, les métiers du futur vont demander des capacités cognitives de plus en plus élevées à mesure que nos économies effectuent leur funeste « transition numérique ». Les écoliers français d'aujourd'hui, au niveau si faible en français et en maths, sans parler de l'english, ne pourront pas occuper demain et encore moins après-demain ces emplois.

Ils ne pourront donc pas cotiser pour les vieux du futur. Au lieu d'être une ressource, ces jeunes d'aujourd'hui seront, demain, une charge pour la société. Je sais que ce que je dis là est terrible. Mais c'est une évidence : les ruines de notre école nous préparent un très sombre avenir. Comment se fait-il que ce combat ne soit pas la priorité absolue du président de la République ? ●

\* Gilles Raveaud enseigne à l'université Paris VIII Saint-Denis. Il a publié les ouvrages *Bernard Mars expliqué à ceux qui ne comprennent rien à l'économie* (Les Échappés, 2017) et *Economie, on n'a pas tout essayé !* (Seuil, 2018).

1. Audrey Tonnelier, « Suppression de l'ISF : flat tax = le « ruisellement » promis par Emmanuel Macron n'a pas eu lieu », selon *France Stratégie*, *Le Monde*, publié le 14 octobre 2021.

2. Thomas Piketty, « Président des riches, saison 2 », 10 janvier 2023. Texte en libre accès : <https://www.lemonde.fr/blog/piketty/2023/01/10/président-des-riches-saison-2/>.

CHARLIE HEBDO

## RETRAITES

Le casse du siècle

Pourquoi Macron veut nous faire bosser à mort

Gilles Raveaud

Disponible chez vos marchands de journaux, ce hors-série de Charlie Hebdo écrit par Gilles Raveaud, 5 €.

La retraite par répartition, c'est de l'argent prélevé sur les salaires des salariés d'aujourd'hui versé aux retraités d'aujourd'hui. Grâce à l'alliance si souvent néfaste, mais heureuse dans ce cas, de la puissance publique et de l'informatique, cette opération se produit sans risque, et presque sans coût, tous

# Retraites. Le déni de réalité des néolibéraux

Cela faisait longtemps, très longtemps, qu'on n'avait pas vu autant de monde dans les rues en Bretagne, où environ 200 000 personnes ont battu le pavé le 19 janvier dernier, pour réclamer l'arrêt de la réforme des retraites envisagée par le gouvernement. Si cette question mobilise autant, c'est au fond qu'on ne peut envisager de parler des retraites sans regarder le tableau d'ensemble, c'est-à-dire le système social français. Un système qui fonctionne et que les néolibéraux voudraient voir mis à terre... ► PAR GAEL BRIAND

Difficile d'évaluer exactement le nombre de manifestants en Bretagne, tant les cortèges étaient impressionnants. Entre 50 000 et 60 000 personnes à Nantes, 25 000 à 30 000 à Rennes, 15 000 à 20 000 à Saint-Brieuc, 13 000 à Brest, Saint-Nazaire ou Quimper, 10 000 à Lorient, 8 000 à Morlaix, Vannes ou Lannion, plus de 3 000 à Guingamp, Quimperlé, Pontivy, Saint-Malo, Dinan, 2 000 à Carhaix, Châteaubriant, Redon, à Groix ou Belle-Ile l'Ître, Combourg, Lamballe ne sont pas en reste. On se demande dans quelles communes la mobilisation n'a pas eu lieu ! De mémoire de militants, on avait rarement vu aussi grosse mobilisation sociale.

En France, on évoque le chiffre de deux millions de personnes dans les rues. Une heureuse surprise pour la gauche, tant les mobilisations sociales sont difficiles ces dernières années et le fatalisme intégré dans les esprits. Néanmoins, ces mobilisations géantes reflètent finalement plutôt bien l'opinion publique, puisqu'un récent sondage Ifop donnait 68 % des personnes interrogées comme opposées à la réforme des retraites et au report de l'âge légal de 62 à 64 ans comme le prévoit le gouvernement.

Celui-ci continue pourtant de batailler, estimant qu'il faut « convaincre ». En termes d'argumentation, en revanche, la rhétorique est plutôt grossière. Il faut « redresser [le système] puisqu'il est en déficit – selon Olivier Dussot, ministre du Travail. De son côté, la Première ministre Elisabeth Borne considère que « notre système de retraite est structurellement en déficit ». Sans oublier les inévitables « il y a plus de retraités que d'actifs » ou encore « il faut travailler plus parce qu'on vit plus longtemps ». Autant d'arguments qu'il est facile de balayer en quelques minutes, comme l'a notamment fait l'éco-

nomiste Gilles Raveaud lors de son passage à Lanester le 21 janvier.

D'abord parce qu'aujourd'hui le système n'est pas déficitaire. Il le sera d'ici quelques années selon toute vraisemblance, ce qui, en effet, nous invite non pas à dégrader les conditions de travail et de départ à la retraite, mais à réfléchir au moyen de financer ce système social efficace (les retraités reçoivent bien chaque mois leur pension, n'est-ce pas ?). Car il faut le redire : le système de retraites est entièrement financé par les salariées et salariés. Il y a donc dès le début une illégitimité d'Emmanuel Macron à décider de cette question.

Quand bien même le sujet était dans son programme et celui des députés de la majorité, ses électeurs valident-ils pour autant l'ensemble de celui-ci ?

L'élection s'est-elle faite sur ce point précis ? Sûrement pas. En bon néolibéral, le président de la République utilise l'État pour libéraliser le marché et donner des gages à l'étranger, considérant que la modernité consiste à avoir un système reposant sur les assurances privées, autrement dit les cotisations complémentaires au régime général.

En France, certains considèrent en effet que les cotisations sociales et patronales sont une ponction inadmissible. Faut-il rappeler que dans le système néolibéral, on compte en réalité sur les fonds de pension... qu'on ne maîtrise pas ! On connaît trop, en Bretagne, les conséquences de la spéculation locative (qui sert aussi à s'assurer des compléments de revenus) pour les ménages qui souhaitent simplement se loger. D'un côté les néolibéraux qui, à terme, aimeraient que l'on finance les retraites par des fonds de pension soumis aux aléas de la bourse et nous préparant à la « nécessité de la capitalisation », et de l'autre Marine Le Pen qui veut relancer la natalité (financer

nos retraites par le travail des étrangers ? Jamais ! Les anciens risqueraient de les apprécier !) : on est servis !

## La retraite : prenons-la vivants !

La rhétorique du gouvernement du « travailler plus » ne tient pas à l'examen de la réalité sociale. D'où ce qualificatif de « dogmatique » de la part de l'Union démocratique bretonne. On sait que la plupart des gens sont déjà en arrêt – et 25 % des plus pauvres sont même morts – à 62 ans. À 64 ans, ce sont 29 % qui n'atteindront jamais le Graal malgré leurs cotisations. Face à ces chiffres nous revient en tête un dialogue de Michel Audiard dans *Les Barbozès* : « La retraite, faut la prendre jeune... » Faut surtout la prendre vivante. » Repousser l'âge légal de départ est soit démagogique soit cynique.

De fait, concentrer le débat sur l'âge de départ n'est pas opportun. La véritable question est de savoir comment finir sa carrière professionnelle. La moitié des gens sont déjà au chômage ou en arrêt à l'âge légal. Emmanuel Macron le reconnaissait lui-même en 2017 et disait ne pas vouloir toucher aux retraites ! Qui plus est, la notion de « taux plein » n'est que la somme maximale à laquelle vous pouvez prétendre, pas « une bonne retraite ».

La Confédération paysanne l'a bien compris quand elle dit que « les paysannes, souvent avec des carrières incomplètes, ayant travaillé avec des sous-statuts voire sans être déclarées, seront doublement pénalisées ». Elle rappelle par ailleurs que « l'annonce d'une retraite « minimum » à 1 200 euros est trompeuse et digne d'une escroquerie à grande échelle : elle ne concerne que les carrières complètes à 43 ans de cotisation, contre 42 aujourd'hui, et laisse donc de côté les carrières incom-

plètes ! Les paysannes et paysans ont déjà vécu ces effets d'annonce suivis d'une grande déception ». Son communiqué conclut qu'« allonger la durée de cotisation et reporter l'âge légal de départ à la retraite ne favorisera pas la transmission de la moitié des fermes actuelles dans les dix ans à venir et l'installation d'un million de paysannes, nécessités absolues pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux ».

Malgré les tentatives du gouvernement de faire croire que certains perdront moins, la réalité est simple : tout le monde travaillera plus ! C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la CFDT était debout contre cette réforme : toutes les maigres avancées sociales du syndicat réformiste, notamment sur la pénibilité, seront réduites à néant par un allongement de la durée de travail.

« Il est clair que la réforme ambitieuse surtout des départs anticipés et donc une baisse des niveaux de pension du fait des décotes. Avec 43 années de cotisations et des débuts de carrière plus tardifs, l'obtention d'une retraite à taux pleins s'éloigne pour de nombreux actifs », rappelle l'UDB.

Qu'on le veuille ou non, la jeune génération a un rapport au travail différent. Non qu'ils soient fainéants ou incapables de faire ce que faisaient leurs parents, mais la quête de sens semble aussi souvent un choix. Beaucoup de jeunes considèrent qu'ils n'auront pas de retraite et, dès lors, n'attendent pas cet Eldorado pour vivre pleinement leur vie... quitte à être pauvres ! Peut-on les

blâmer ? Toutefois, c'est justement le risque de la libéralisation du marché du travail entamée par Emmanuel Macron :

remplacer les salariés/employés par des auto-entrepreneurs, c'est moins de cotisations dans les caisses de retraite et donc moins de solidarité.

Le plus cynique sans doute est qu'en parallèle de celle des retraites, le gouvernement s'attaque aux règles régissant l'assurance-chômage afin de forcer les gens à reprendre une activité professionnelle. Ceci pour lutter contre les nouveaux rapports de force patrons-employés du fait d'un chômage bas et d'un besoin de main d'œuvre important. En contrepartie, on assiste à une augmentation de la précarité. Car c'est là le risque principal et le pari de ce gouvernement décidément plus gestionnaire qu'humain : que les retraités partent à la retraite avec des décotes. On prépare donc un avenir de retraités pauvres !

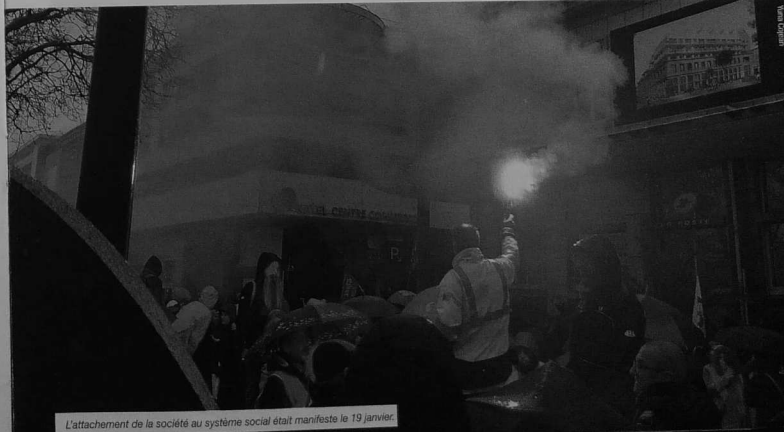
## Les solutions ?

« Nul ne doit démolir ce que sache bâtir », disait Gouven Mazás. Critiquer une réforme, c'est bien, mais alors que faire ? Plusieurs pistes de travail sont pourtant possibles afin d'assurer un équilibre de notre système de répartition. À commencer par l'obligation de cotiser pour toutes et tous. Il est trop courant d'entendre des gens qui n'ont pas cotisé se plaindre de ne pas avoir de retraite. La solidarité n'est pas quelque chose de facultatif. Par ailleurs, il est peut-être aussi temps de remettre à plat les exonérations de cotisations patronales des entreprises. Tout le monde se souvient

du CICE qui a servi la soupe aux grosses entreprises plutôt qu'aux artisans ou PME... Cette piste est impensable pour le gouvernement, le ministre du Travail et la Première ministre ayant déclaré devant le Parlement qu'ils souhaitaient encore « réduire le coût du travail » pour « être compétitifs » !

Il faut aussi évoquer – même si c'est impopulaire – l'augmentation du taux de cotisations, y compris celles des salariées, étant entendu qu'un petit apport à des répercussions énormes sur la sécurisation du système par répartition. Bien sûr, parlons aussi de l'augmentation des salaires, notamment ceux des femmes, qui leur permettra de cotiser plus et donc de prétendre à de meilleures retraites. L'abaissement du plafond de retraite est également une piste intéressante, quand on sait que certains retraités gagnent beaucoup plus que des actifs. De façon générale, la comptabilisation du travail invisible (notamment des femmes) est aussi nécessaire. Enfin, mettre un terme à la politique de libéralisation du marché du travail et éviter de contribuer les revenus du capital au financement du système de solidarité, deux pistes qui ne sont *is no alternative* – thatcherien !

En tout état de cause, on estime qu'il faut détricoter un système qui fonctionne, à cause d'un déficit de 20 milliards d'euros, mais personne ne s'offusque de l'annonce d'Emmanuel Macron d'augmenter d'un tiers le budget de la Défense d'ici 2030... soit plus de 100 milliards ! ●



L'attachement de la société au système social était manifeste le 19 janvier.

# Marin sur l'Ocean Viking

Guillaume Hallier a 36 ans. Marin de profession, il habite dans le Cap-Sizun. En octobre-novembre 2022 il était à bord du bateau Ocean Viking, affrété par l'association SOS Méditerranée, dans un but de sauvegarde de la vie humaine en mer. Ces traversées sont extrêmement dangereuses et malheureusement meurtrières, comme nous avons pu l'évoquer dans le numéro de janvier 2022 avec le président de SOS Méditerranée. Pour *Le Peuple breton*, Guillaume Hallier a accepté de revenir sur son expérience à bord du navire humanitaire.

► PROPOS RECUEILLIS PAR MAXIME TOUZÉ

**Le Peuple breton : Guillaume, depuis combien de temps es-tu marin ?**

Guillaume Hallier : Je suis marin depuis 2017, après avoir passé le diplôme du certificat d'initiation nautique en 2015 puis celui de capitaine 200 en 2016, et un module pour devenir skipper de voilier en 2017.

**Est-ce que la mission d'octobre-novembre 2022 était ta première mission pour SOS Méditerranée ?**

Non, c'était ma sixième mission. Mes deux premières ont eu lieu fin 2019. Je suis environ deux à trois mois en mer par an depuis trois ans, pour l'association. Ce n'est pas mon unique activité professionnelle en mer, j'ai déjà travaillé à la pêche, en ostréiculture ainsi qu'au convoi et au charter sur des vieux gréements et des catamarans en tant qu'équipier et skipper.

**Comment fait-on pour être recruté comme marin à bord d'un navire humanitaire ? Y a-t-il des compétences particulières requises ?**

Oui, bien sûr, il faut des compétences particulières. Chez SOS Méditerranée, ils ont fait le choix de professionnaliser leur équipage. Ils recrutent des personnes qui ont un diplôme maritime avec expérience en secourisme ou en sauvetage. Dans d'autres associations, certains embarquent avec le titre de « passager » en poursuivant la même mission de *search and rescue* (SAR). À SOS Méditerranée, les infirmiers et les médecins par exemple embarquent en tant que passagers (en marine marchande, chaque navire peut embarquer jusqu'à 12 passagers).

Avant chaque mission, on suit des entraînements intensifs, dans un port où le bateau peut être réapprovisionné rapidement. Ces entraînements durent environ une semaine, en équipe nous abordons toutes les facettes du sauvetage, les outils et protocoles de recherche en mer, le secourisme, les évacuations médicales, ainsi que ce qu'on appelle la « post-rescue », c'est-à-dire comment on soigne et on organise le quotidien pour des centaines de rescapés à bord. L'objectif est d'apprendre à travailler ensemble, d'être sur la même longueur d'onde, afin d'être prêt mentalement et techniquement pour tous les cas de figure.

**Pourquoi as-tu voulu t'investir auprès de SOS Méditerranée ?**

J'ai rencontré un jour un infirmier de Médecins sans frontières, avec qui j'organisais une soirée concert à Redon. Quelques jours avant, il avait programmé avec



Guillaume Hallier

son association, La Tente à sons, la diffusion du film *Dix jours en mer : la véritable histoire de l'Aquarius*. Ce documentaire retrace ce qui s'est passé à bord de ce navire humanitaire quand il s'est retrouvé au cœur d'une des plus grandes crises humanitaires et diplomatiques d'Europe, quand Salvini a décidé de fermer les ports italiens à ce bateau. On est début octobre 2019. J'ai assisté à la séance un jour avant une réunion de coordination avec cette personne pour notre soirée concert. Il m'a parlé de l'*Aquarius* et de son travail à bord. Il m'a dit que si je voulais participer en tant que marin, il fallait que je contacte SOS Méditerranée et non MSF qui, elle, gérait à l'époque la partie médicale. C'était vraiment une chance de le rencontrer, j'ai postulé peu de temps après. Ça a été rapide, à la fin du mois j'étais à Marseille pour démarrer les entraînements à bord.

# Justement, combien y a-t-il de personnes à bord ?

Une trentaine de personnes. Il y a les neuf marins de l'armateur (capitaine, second, mécaniciens, cuisiniers...), le bateau est loué avec ses marins par l'association. Une autre équipe assure la partie médicale et logistique, gérée par la Croix-Rouge internationale ainsi que SOS Méditerranée. La partie marins-sauveteurs est gérée intégralement par SOS Méditerranée, nous sommes autour de 14. Il y a aussi une personne responsable de la formation et un ou une photographe.

**Parle-nous de ton expérience récente. Combien de temps es-tu resté à bord ? Combien de temps avant de trouver les bateaux de personnes en détresse ? Quelle était ta mission ?**

Nous sommes restés six semaines à bord du bateau, entre les premiers entraînements et l'autorisation de débarquer les rescapés dans le port militaire de Toulon. Lors de cette rotation nous avons fait six sauvetages entre le 22 et 26 octobre. On patrouillait dans les eaux internationales au large de la Libye.

Lors d'un sauvetage, on embarque sur plusieurs semi-rigidités, deux ou trois selon les conditions météo, pour aller secourir les gens. Dans un premier temps on évalue l'état du bateau ainsi que celui des personnes à bord, puis on les équipe de gilets de sauvetage. Le moment le plus dangereux, c'est évidemment lors du transfert de l'embarcation de fortune au semi-rigide. Ensuite on revient vers l'*Ocean Viking* et on les débarque. Là, ils seront soignés et pris en charge. Une fois à bord on alerte les autorités compétentes : Libye, Malte ou Italie selon la zone de patrouille, appelée *SRR* (*Search and Rescue Region*). La Libye et Malte ne répondent jamais à nos alertes malgré leur engagement signé à respecter le droit maritime international. Pour ce qui concerne la Libye, qui est un pays en guerre, il y est tout simplement impossible de débarquer les survivants.

Un sauvetage en mer n'est terminé que lorsque l'ensemble des rescapés ont pu débarquer dans un port sûr, où leurs besoins vitaux et droits humains sont respectés. Lorsque nos capacités à secourir et soigner à bord approchent d'un maximum théorique, on quitte la zone de patrouille pour remonter vers l'Italie, toujours dans les eaux internationales. On se retourne alors vers le *MRCC* (*Maritime Rescue Coordination Centre*) de Rome, qui est donc le plus proche de là où on opère les sauvetages, et généralement nous débarquons dans un port italien après quelques jours d'attente. Lors des sauvetages d'octobre dernier, l'Italie a refusé de coordonner le débarquement, et après 21 jours d'attente, c'est finalement la France qui pour la toute première fois a autorisé un navire humanitaire à débarquer 230 survivants. Ces pauvres gens épuisés ont été instrumentalisés dans une crise politique qui les dépasse. Vingt et un jours d'attente en mer pour trouver une solution pour



Le océan des gens de mer impose le sauvetage des vies humaines.

230 rescapés, alors que chaque pays européen est en capacité d'accueillir des dizaines de milliers de réfugiés ukrainiens en quelques jours !

**À titre personnel, on peut imaginer que c'est une expérience éprouvante. Quelles sont les principales émotions que tu as pu ressentir ?**

Ce qui me frappe le plus, c'est l'état d'épuisement dans lequel sont les personnes que nous secourons. Lorsque nous hissons les rescapés à bord, ils sont généralement dans un état de sidération, complètement apathiques, le regard vide, l'air hagard, les gestes fragiles. Quand on secourt des femmes, des enfants et des nourrissons, c'est particulièrement difficile et éprouvant. Quand on a ces petits êtres humains dans les bras pour leur mettre un gilet de sauvetage, c'est à la fois tragique, on se demande ce qu'ils font ici, ce qui a bien pu les pousser dans cette situation, et en même temps on se dit que ça fait au moins un de sauvé.

Une autre particularité, c'est l'impression d'être seul au monde au moment où on les récupère. C'est véritablement un *no man's land*, il y a très peu de navires marchands dans ces zones, on a le sentiment d'être tout petit face à un grand désastre. On a aussi le sentiment d'être seul parce que l'Europe les abandonne, qu'elle ne cherche pas à résoudre la crise. Malte par exemple est en totale illégalité au regard de la Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer qu'elle a signée. Cela va même au-delà, puisqu'il y a une volonté de nuire. Il y a un acharnement administratif très important, par exemple les navires humanitaires sont systématiquement contrôlés, environ tous les deux mois, quand c'est plutôt tout les 12 à 24 mois pour les autres navires. Et pour la moindre brouille, le navire est immobilisé. Cela veut aussi dire que les navires humanitaires sont les plus sûrs au monde.

Après plusieurs années à faire ce travail, je me dis que chaque mission a sa particularité, sa bizarrerie. Cette fois-ci, en octobre-novembre, c'était l'attente extrêmement longue avant d'avoir l'autorisation d'accoster dans un port sûr. Une autre fois, c'est le mauvais temps. Une autre fois encore, c'est d'arriver trop tard et d'être témoin d'un naufrage, d'arriver sur une carcasse de bateau pneumatique avec les cadavres autour. Chaque mission est différente.

**As-tu l'intention de repartir un jour ?**

Oui, d'ici les prochaines semaines. ●

« Quand on secourt des femmes, des enfants et des nourrissons, c'est particulièrement éprouvant. On se demande ce qu'ils font ici, ce qui a bien pu les pousser dans cette situation »

# Nucléaire. Et si la faille, c'était l'eau ?

Que n'entendent les opposants au nucléaire ces dernières années ? Outre les caricatures sur l'éclairage à la bougie auxquels ils sont habitués, il faudrait désormais qu'ils rendent toutes leurs armes et se prosternent devant l'atome. Pour ses partisans, en effet, seule l'énergie nucléaire permet d'assurer un système sécurisé et stable. En somme, le nucléaire, c'est l'assurance d'une indépendance énergétique. Sauf que... > PAR GAEL BRIAND

Depuis des décennies, il est clair que tous les arguments ont été utilisés pour défendre ou refuser le nucléaire. Toutefois, depuis quelques années, on assiste à un regain incroyable du lobby électrique, pour qui ce type de production est la panacée. L'espace médiatique est saturé par les « experts » – au premier rang desquels Jean-Marc Jancovici –, qui énumèrent des chiffres qu'à peu près personne ne peut contester faute d'accès à l'information. Néanmoins, la confrontation au réel est pourtant nécessaire dans une argumentation et si, sur le papier, le nucléaire a indéniablement quelques qualités (reconnaissons-le), l'avenir de cette énergie pourrait être compromis à cause d'un élément fondamental sur cette planète : l'eau.

Le Réseau Sortir du nucléaire a justement édité une brochure gratuite dont la vocation est « de rendre visible les impacts destructeurs du nucléaire sur la ressource en eau et les milieux aquatiques, mais aussi [de] mettre en lumière la vulnérabilité de cette industrie au réchauffement climatique et à son lot de sécheresses, inondations, et autres phénomènes météorologiques extrêmes ».

arrêtées faute de débit suffisant dans les rivières. Les épisodes de sécheresse condamnent le fonctionnement normal des centrales. Or, on sait qu'ils vont être de plus en plus fréquents avec le réchauffement climatique. Comment faire face ? En déplaçant les centrales nucléaires ? En les construisant sur le littoral, avec le risque de la montée des eaux ?

Sortir du nucléaire ne se contente pas de critiquer la consommation d'eau, elle dénonce également sa pollution par les installations nucléaires. Car leur fonctionnement requiert l'utilisation de produits chimiques : ammoniac, acide borique, hydrazine, phosphore, acides sulfurique et chlorhydrique, monochloramine, nitrates et divers métaux. Des rejets « autorisés » par les autorités : « En 2021, la centrale de Belleville a déposé une demande d'autorisation de rejets annuels dans la Loire équivalent jusqu'à 1 000 tonnes de nitrates (soit la quantité produite par l'élevage de 50 000 porcs), 16 tonnes de cuivre, 12 tonnes de monochloramine, ainsi que des substances cancérigènes comme la nitrosomorpholine... » Et bien sûr de la radioactivité, qui se retrouve en faible dose dans l'eau bue par des millions de personnes.

Les centrales participent également au réchauffement des rivières, puisqu'elles rejettent dans l'environnement de l'eau à une température plus élevée, « de moins de 1 °C à +10 °C selon les modèles et les sites. [...] Cependant, et les canicules de l'été 2022 l'ont encore une fois démontré, pour pouvoir continuer à produire même en période de grand chaud, EDF bénéficie régulièrement de dérogations l'autorisant à passer outre la température maximale pour les eaux au point de rejet », déplore l'association. La faune et la flore aquatiques apprécieront ! Outre la mortalité des poissons (juvéniles no-



La brochure (gratuite) de Sortir du nucléaire.

tamment) et crustacés, cela « favorise la prolifération d'espèces invasives et d'algues, accentuant le phénomène d'eutrophisation ».

On l'aura compris : chaque source d'énergie a ses failles. Et, contrairement à une idée reçue, aucun opposant sérieux au nucléaire n'envisage de fermer toutes les centrales en France tant elles sont nombreuses. En revanche, avoir l'ambition d'en sortir, en réduisant la consommation et en investissant plus massivement dans la production d'énergie aux ressources inépuisables comme l'eau, le vent, la lumière, la chaleur... peut-elle être condamnable ? Les sécheresses à venir et la variation des étages des cours d'eau risquent de disqualifier temporairement, mais sur des périodes de plus en plus longues, la disponibilité de l'énergie nucléaire. Dès lors, à l'instar des énergies renouvelables, elles aussi pourraient être qualifiées d'intermittentes !

1. Le nucléaire met notre eau en danger, à retrouver sur [sortirdu nucléaire.org](http://sortirdu nucléaire.org).

# POBL VREIZH

## An etiopianouriezh, sorc'henn an Douar Prometet



Impalaer Etiopia e oa Haile Selassie eus 1930 betek 1974. Ur Mesiaz du e oa evit ar rastaed.

Un 800 a rastaed zo o vevañ hiziv an deiz e-kichen Shashamane, ur geoded marc'hadourien eus Etiopia. Eus Jamaika e oa deuet ar re gentañ anezho e-kerzh ar bloavezhioù 1960 p'o doa asanet d'ar c'hinnig degemer an doa graet an impalaer Haile Selassie 10 vloaz a-raok da izili an Ethiopian World Federation (EWF), un aozadur savet e New York e 1936 evit harpañ ar stourm anep ar faskourien italian o doa aloubet Etiopia, ar vroad afrikan dizalc'h nemet d'ar mare-se. Ur galloud arouezel kreñv-spontus a oa gant Etiopia e meur a gumuniezh a orin afrikan, en Amerika peurgetket e-lec'h ma voe orin ul luskad relijiel gant he mod diouti hec'h h-unan da gompren ar skridoù sakr, an etiopianouriezh. Ur skour eus an etiopianouriezh e oa al luskad rasta. > GANT PAOL AR MEUR

Hervez an etiopianourien e ranke ar re Zu kaout o mod dezho da gompren ar Bibl, ur mod disheñvel diouzh hini an Amerikaned a orin european

Pa oa da lakaat douaroù trevadennou Amerika da dalvezout e voe prenet gant an Europeaned milionoù a sklavet war odoù Afrika. E spered an Europeaned e teuas an Afrikaned da vezañ, diwar-neuze, is-tud tonket da sujañ dezho. Klasket e voe an abeg da-se er Bibl zoken. Merket don e voe frammoù sokialat Amerika gant ar rakvarnoù gouennel. Stummet e voe kumuniezhioù peuzkloz diforc'hekaet gant liv ar c'hroc'henn. Labour an neuron melezhourioù er c'humuniezhioù-se eo hag a roas o identelezh dezho, ha tamm ebet hini ar genennoù (ar gwad evel ma soñje d'an dud). Chom a rae roudoù kreñv eus prantad ar sklaverezh er frammoù sokialat bet savet war-lec'h ar freuzidigezh a zegasas ar frankiz d'an holl. Pa zivroe diskennid sklavet evit en em staliañ en ur rannved disheñvel hec'h istor e c'helle o spered azasaat e frammoù sokialaat all, gant ma vefent degemeret enno. An diskennad sklavet a oa eus Gaston Monnerville a c'hellas evel-se bezañ prezidant ar Sened e Frañs bloavezhioù-pad d'ur mare ranke ar vugale zu mont e skolioù disheñvel diouzh ar re wenn e Su ar Stadoù-Unanet.

E galleg : l'éthiopianisme est la sacralisation de l'Éthiopie et des Éthiopiens. Ce mouvement a trouvé racine aux États-Unis et en Jamaïque. Il appelle au retour en Afrique des descendants d'esclaves et faisait de l'empereur éthiopien Haïlé Sélassié le « Messie noir ».

### Adskoulmañ ar spered gant gwirizoù Afrika

Unan eus efedoù ar mod ma voe lakaet an dud a orin afrikan da vevañ e trevadennou Amerika e voe an etiopianouriezh, ul luskad relijiel diwanet e kumuniezhioù diskennid sklavet e Jamaika. Un enezenn hag a oa bet dillostret enni kement a sklavet hag e Amerika an Norzh. Hervez an etiopianourien e ranke ar re Zu kaout o mod dezho da gompren ar Bibl, ur mod disheñvel diouzh hini an Amerikaned a orin european. Kreñv e voe ennañ levezon an Testamant Kozh. Marcus Garvey a voe an hini brudetañ a embannas seurt mennozhioù er Stadoù-Unanet. Ganet e oa e 1867 e Jamaika hag set e oa da chom da Harlem, e New York. Evit lakaat termen da wall-donkad ar re Zu e Amerika e ranket war e veno adskoulmañ o spered gant o gwirizoù afrikan. Un triad sakr e teuas da vezañ Etiopia evit seurt tud pa c'hellou ober al liamm etre ar vro-se hag ar Bibl. Orin mojennel lignez roueed Etiopia, lakaet da ziskennid ar roue Salomon ha rouanez Saba, a zegase nerzh d'ar gredenn. Sion re Zu Amerika e oa Etiopia evit an Etiopianourien. Ret e oa kaout evel pal distreiñ d'an douar prometet, dre ar spered, ha gant lod anezho dre ar c'horf.

### Azeulerien impalaer Etiopia

Unan eus tuadoù pellañ an etiopianouriezh eo al luskad rasta ha bodañ a ra 10 % eus an dud e Jamaika. Diwanet e oa bet eno er bloavezhioù 1930. Dont a ra ar ger "rastafari" eus an anv kentañ roet d'ar priñs a zeus da vezañ impalaer Etiopia dindan an anv Haile Selassie. Embann a rae ar brezegeerien rasta e oa lesanvioù an impalaer "roue ar roueed, atrou an astourien, Leon slouber meurid Juda" ar prouennou e oa ar "Mesiaz du", deuet evit degas ar Varn Zivezhañ ha mare daspren evit an Afrikaned. E fin ar bloavezhioù 1950 e voe ijinet ganto reolennoù bevañ kemplezh, o mod dezho d'en em vagañ, d'en em wiskañ, da fic'hañ o blev, da gaizeal, o sonerezh sakr dezho, an nyabinghi, a zegasas ar reggae e fin ar bloavezhioù 1970 bet brudet er bed a-bezh gant ar c'haner Bob Marley. E-sknoz ma klasko kalz Jamaikaned yaouank ober o zrezuz er Stadoù-Unanet pe er Fouantelezh-Unanet e tibabas lod eus ar Rastaed en em staliañ e Etiopia. Pa zeuas Jamaika da vezañ ur vro dizalc'h e 1962 ne asantas ket ar rastaed da liv kreol ar vroad nevez. Etiopia e oa ar vroad da sujañ diezhi war o menno. Un hanter-kant a rastaed a zivizas en em staliañ e Kornad Shashamane al lec'h ma voe profet douaroù dezho. Pa voe diskaret renad an impalaer gant kumunourien e 1974 e kollas ar rastaed o gwirioù war an douaroù-se ha ne chomas nemet un dek anezho. Pa grogas ur renad all e 1992 e teuas kantadoù a rastaed d'en em staliañ er vro. Ne zeue ket ar re-se eus Jamaika hepken, met ivez eus meur a enezenn all eus ar Mor Karib, eus ar Stadoù-Unanet hag eus Breizh-Veur.

# Un devezh gant ..... Tunvezh Gloaguen-Grandjean

Unan eus mouezhioù mil anavezet Radio Kerne e oa. E oa ya rak e miz Kerzu eo bet embannet gant ar radio e yae kuit davet dremmwelioù micherel all. Pennad-kaoz ganti. ► KOMZOÙ DASTUMET GANT MAXIME TOUZÉ

**Pobl Vreizh : Pezavare 'toa kroget gant al labour e Radio Kerne ? Skiant-prenet 'toa a-raok war ar media-mañ ?**  
Tunvezh Gloaguen-Grandjean : Erruet oan e Radio Kerne seizh vloaz zo. O paouez echuiñ gant ma studioù e oan. Gwelet 'm oe e lute ar radio evit ur plas animatour pe animatourez. Lakaet 'm eus ma anv hep kaout kalz a esperanis e vefen kemeret. N'am oe skiant-prenet ebet war ar vicher-se. Ar pezh na ouien ket eo an amzer-se e oa nebeut a dud o labourat e roueddi ar radioioù kevredigezhel e brezhoneg hag a oa stummet war ar c'hazetenn. Bremañ eo cheñchet un tammig.

**Goût a ran ne ra ket keit-se zo koulskoude.**  
Hiriv an deiz zo meur a hini eus ma c'henseurded ha kenseurtezed bet hag o deus graet studioù gazetennin e IUT Lannuon. Hag ouzhpenn an dra-se, bloaz paseet evit ar wezh kentañ zo bet stummet tud war micherioù ar radio e brezhoneg penn-da-benn. Aozet 'oa bet ar stummadur-mañ gant Ti ar Vro Gwengamp ha Stumdi. Diaesoc'h 'vefe bremañ da unan labourat er radioioù e brezhoneg hep kaout skiant-prenet ebet, marteze ! Met gall' a rafe bezañ atav...

**Goût a rez pet atersadenn 'teus graet an holl ?**  
O-pa-la. Ne ran ket. Lakaomp 'm eus graet div pe deir atersadenn bep sizhun e-pad seizh vloaz. Dleout a rafe neuze ober 800 atersadenn.

**Petra a blijte dit ar muiañ en da vicher ?**  
Ur vicher dispar eo forzh penaos. Me a voun sevel ur bern goulnnoù ouz an dud warno o-unan. E-kreiz ma c'hour e oan neuze. Un digarez dreist eo reportajiñ evit an

dra-se. Gall' a ran ober ma fezh-kurius. Goulennata an dud war o micherioù, war o soñjoù, mont pell gant ma goulnnoù hep ma vefe sellet a-dreuz dehouton. Graet 'm eus anaoudegezh gant ur bern tud dre c'hras d'ar radio. Tud a bep seurt oad, bugale ken koulz ha tud e tier ar re gozh. Tud a bep seurt micherioù, hag a bep seurt meteleier sokial. Bremañ on pinvidik gant an holl dud-se a zo en em gavet war ma hent. Hag ouzhpenn an dra-se 'm eus savet ur sappe rouedad e bed ar brezhoneg. Aes eo din pregañ brezhoneg forzh pelec'h e yañ bremañ, c'hec'h.

Un dra all c'hoazh eo seul wezh ma ran ur reportaj e oa un abeg din da drapout gouiziegezh war e sujed. Desket 'm eus ur bern traoù, pe vefe war ar politikezh, pe war ar pesketaerezh, ar basket, ar bezhin, pe memes war ar blob. Ar pezh a zo brav eo e teu an dedenn a-feur ma tesker traoù war an danvezioù. Bez e oa sujedoù zo ne oan ket gwall en ma aes ganto da gentañ. Ha trapan d'ar radio 'm eus ranket lakaat ma fri 'barzh enno. Bremañ e heulian disoc'hou skipailh Maouted Kemper... Ar ouiziegezh a zigor ar spered, ya ma zud vat.

**E-touez an holl draoù 'teus bet tro da welet gant da vicher kazetennerez, gant pere out bet merket ar muiañ ? Ha perak ?**  
C'hoarvez' a ra, pa ran ur pennad-kaoz gant unan bennak, em befe ar santimant e tremen un dra dreist-ordinal etrezomp. Pa gemer an amzer da selout an dud. Peurliesañ eo c'hoarvezet gant tud kozh. A-wechoù e kuitan an dud binviliñ ennon, gant ar santimant bezañ krouet ul lamm brav. Soñj 'm eus eus teir maouez eus Plougoñ. Graet 'm oe anaoudegezh gan-to o-zeir dre zegouezh, pevar pe bemp bloaz zo. Un devezh ma oan oc'h ober un droiad war velo er C'hab e oa toullt unan eus ma fneioù. Sammet 'oan bet neuze gant ur plac'h yaouank, 'doe laret din e prege brezhoneg he mamm-gozh. "Ma mamm-gozh a rae c'hoariva e brezhoneg", a lâr-hi din ouzhpenn.

Fin ar gont e oan bet degemeret gant ar vamm-gozh, Mari-Rene, hag ur gamaradez dezhi, Jermen. Ar maouezed-se ne voent ket eus bed ar brezhoneg, ne voent ket eus bed ar c'hoariva, met soñjet o doe sevel sketchoù peogwir e plije dezho. Jermen 'doe bet skrivet ur varzhoneg, ha dilbunet 'doe anezhi deomp. Mari-Rene a gonle istorioù farsus, ha ne oan ket sur ma oant c'hoarvezet evit gwir pe ma oant bet ijinet penn-da-benn... Chomet 'oan eurvezhioù o selout anezho. Ha pa oamp o tebrin krampouezh hag oc'h eviñ ur bannig kafe 'voe erruet Annig, c'hoar Mari-Rene. Ha neuze he doe ranket kontañ deomp ur goñchenn skrijus : "An trrebrez". Da zistagañ eus mod brezhoneg Plougoñ.

**Trugarez ha kalon vat dit gant da raktresoù nevez !**

# Manifestiñ evit ar gwir da gampiñ

E Bro-Saoz ez eus bet miladoù a valeerien o tifenn o gwir da gampiñ e Dartmoor, ur park broadel a blij dezho kalz. Rak hervez un diviz justis e vo ezhomm diwar vremañ da gaout asant perc'henn an dachenn. ► GANT RM

"Unan eus gwirioù Mab-den eo an natur !" e embanne Anya Wilding, unan eus ar vaniferstieren deuet da adaptout ar gwir "diäez" a zo bet "laeret diganti" : Bro-Saoz. Betek kreiz miz Genver e oa ar park broadel-mañ (hag a blij kalz d'ar valeerien abalamour d'e lanneier gouez) al lec'h nemetañ e Bro-Saoz ma ne oa ket difennet kampiñ. Diwar vremañ e ranker kaout asant perc'henn an dachenn a-raok gallet staliañ un deltern. Sed a zo goude ma oa bet savet kienn gant ur perc'henn pinvidik eus ar vro.

Gwall moret gant an diviz-se eo ar re a blij dezho mont da gampiñ eno. Daoust d'an amzer yen e oa bet bodet war-dro 3 000 anezho (hervez an aozerien) d'ar Sador 21 a viz Genver e kêriadenn Cornwall evit bezañ perzh en ur vanifestadeg e "Stall Moor" - ul lanneg vras enni gweleudaou loarek - perc'hennet gant Alexander Darwall, ar perc'henn savet a-enep gwir an dud da gampiñ.

Al lec'h nemetañ ma oa hervez lezenn e oa, se zo kaoz e oa gwall floret an dud.

**Un "direizhder burzhodus"**  
Hiziv an deiz eo prevez tost holl zouarou Bro-Saoz : gallout a ra ar Saozon mont da bourmen war ul lodennig vunut

eus o ziriad hepken : 8 % eus ar maizioù ha 3 % eus ar stêrioù, hervez sifrou ofisiel.

Abaoe 2000 ez eus eus ar "Right to Roam" (gwir da gantren) ma 'z embaner e c'hall an dud pourmen e tachennoù natur prevez 'zo, met bevvennet strizh eo. N'eur ket aotreet d'ober forzh petra enno - kampiñ zo difennet dreist-holl, ha gwashoc'h c'hoazh ma vez graet forzh pelec'h.

Gant ur fram lezennel ken strizh e oa Dartmoor un "direizhder burzhodus", eme Guy Shrubsole, skrivet gantañ al levr *Who owns England ?* ma tispleg dre ar munud penaos eo deuet a-berenn pennoù embregerezh da berc'hennañ ar braz eus douaroù Bro-Saoz.

Abaoe 1985 e oa ul lezenn dibar e Dartmoor a otree an dud da gaout kement "dudi dindan amzer" zo. Un nemedenn e oa e Bro-Saoz, se zo kaoz ez ae an dud da gampiñ eno, betek ma vefe embannet gant ar justis n'eo ket un "dudi". Koulskoude ez eo "ur blijadur, un avantur, un ergerzhadenn", eme ur vanifersterez, felout a ra dezhi ma c'hall ar re yaouank gellout "santout levezenn enno pa sellont ouz an oabl".

**Difennerien an natur**  
"An holl ac'hanomp o deus ezhomm eus an natur hag an natur he deus ezhomm ac'hanomp", a bouez Guy Shrubsole e-keit ma oa o kas ar valeerien war ar wenedenn strizh a gas d'al lanneg. "E-kreiz ar 6<sup>vet</sup> steuzidigezh a-yoc'h emaoomp, poent bras eo deomp adskoulmañ liammoù gant an natur, d'hec'h anavezout ha d'he c'homprent gwelloc'h. Ouzhpenn perc'henned hon eus da vezañ gwarezerien hon endro", a lavar Guy ivez, hag eñ e-touez krouerien

"Right To Roam". Ar strollad bet galvet da vaniferstien gantañ eo. Stourm a ra evit ma vo asoc'h d'an dud bale en natur saoz, evel a c'hoarvez e Bro-Skos pe e lec'h all en Europa.

"Dellezek omp da gaout gwir da bourmen, ha n'eo ket un aotre hepken" emezañ ivez. Goude ouzhpenn un eurvezh bale lusket gant tabouloù ha simblannoù setu degouezhet ar vaniferstieren-stourmerien a bep seurt oadoù er "moor", ma c'houlennont sikour gant "Old Crockern" ("spered mat" Dartmoor). Hervez ur vojenn eus ar vro en dije lakaet ur perc'henn pizh d'ober freuz-stal c'hoazh. Ul lec'h marzhus leun a vojennnoù eo Dartmoor.

P'en em gavas dirak ar justis ez a-begas Alexander Darwall e c'hoant da lakaat un termen d'ar c'hampiñ abalamour d'al lastez a vije chomet war-lerc'h kamperien 'zo. N'eo ket ar vaniferstieren evit degemer seurt ar-guzenn. Da bep hini da vezañ atebek, ar berc'henned evel ar re all a soñj ar gamperien. Kalz arvarusoc'h evit ar c'hampiñ eo dreistpeuriñ al lanneg pe sevel fazaden (gant Alexander Darwall e vez aozet chasoù).

An darn vrasañ eus ar valeerien a sav a-enep an emglev bet kavet etre merourien ar park broadel ha perc'henned 'zo hag a zo a-du ma vo kempet war o douaroù ma reweont un digoll argant a-berzh ar park broadel. ●

E galleg : Le Dartmoor, dans le sud-ouest de l'Angleterre (Devon), était jusqu'en janvier un des derniers endroits du pays où le camping était possible sans autorisation. A la suite d'une décision de justice, ce n'est plus le cas. Une manifestation a eu lieu pour demander le maintien de cette exception anglaise.

Du ha gwenn ha plas da lenn...

GANT HERVE LATMIER

Dindan ar seizh awl, danevelloù mor Fañch Rebourts, tostennoù gant Fanch Rebourts | tresadennoù gant Agnès Guillot | embannet gant TES | 67 p. | 18 €

Div danevell a gaver el lev: Avantur August, mous d'an Island hag Avantur Klaoda, kabhornerezh vihan. Dineht-vel-tre eo aergelc'h an div danevell. An hini gentañ a ziskouez buhez kalet an Islandeed a yeas etre 1852 betek 1935 da besketa moru e morioù Enez ar Skorn. Echuñ a ra an danevell en un doare kriz-meurbet. Dishivel eo an eil ma heulier beaj Klaoda, merc'h ur c'habiten hidreizh, tro-dro d'ar bed war an teir-gvern renet gant he zad. Tremen a ra mat ar vezaj hag echuñ a ra an istor gant un "happy ending". Aes ha plijus da lenn it o-div. Goude pep hini anezho ez eus un teulid pedagogel dedennus-tre: displegadennoù gant skeudennoù, geriaoueg, poelladennoù. Ur benveg dreist evit ar gelennerien eta ha lennadennoù plijus evit ar re all.

War hent Jada gant Laura Ns Fou ha Barbara Brun | brezhoneg gant Tifenn Merien | embannet gant Timilenn | 28 p. | 14 €

Div c'hoar c'hevell en g'eriadenn eus Afrika, Iris ha Jada. "Kroc'hen Iris, ken sklaer hag ar gwez-kasia, a zesache ur bern meuleudiou" met "Kroc'hen Jada,

ken du hag ar c'hakao, a oa gwelet evel ur si fall". E-kerzh ur c'hoari gant he c'hoar e ya Jada er c'hoadoù o soñjal kavout bugale an Noz a vefe heñvel outi hervez he mamm-gozh. Nec'het e klask Iris war he lerc'h betek kavout anezhi gronnet a stered. "Ken brav eo da c'hoar ma 'z omp tostaez outi evit gwelet anezhi a dostoc'h l' eme ur steredenn. Distreñ a ra an div c'hoar d'ar gêriadenn, dorn-ha-dorn. Un istor diwar-benn un doare droukziforc'h, ar warizi o kas d'ar wirioz-vez-mañ: "Pe e vefec'h an heol, ar stered pe al loar ez eus doareoù liesseurt da luginiñ." Peadra da eskemm gant al lennerien yaouank eta. Kinniget brav eo al lev ha plijus an tresadennoù.

Ar steredenn-lostek gant Joe Todd-Stanton | brezhoneg gant Tifenn Merien | embannet gant Timilenn | 28 p. | 14 €

Emañ Nyla hag he zad o chom en ur gêriadenn tost ouz ar mor. Eürus eo, "ar gêr" eo eviti. Pa gav he zad ul labour nevez e tleont mont da veañ e kêr. Ne blij ket dezhi an endro ha war he zro. N'an em sant ket "er gêr". Ur steredenn-lostek a laka anezhi da livañ he c'hoar. Goude se e cheñch emzalc'h he zad hag an darempredoù gant an amezeien. Deuet eo annez Nyla hag e zad er gêr bras da vezañ o "neizh nevez". Tem an dilañj ar gaver e meur a lev evit ar vugale. Netra souezhus el levrig-mañ eta nemet ar steredenn-lostek... Kempenn eo al lev, ha plijus

an tresadennoù. A-drugarez d'ur c'had QR e c'heller selout an istor lennet gant aktourien.

Fablennou 'La Fontaine, un dastumad fablennou La Fontaine dibabet gant Maryvonne Berthou | troot gant meur a droer ha skeudennet gant meur a droer | 84 f. | 25 €

Hervez Daniel Doujet en e raskrid ez eus bet tremen 75 den o deus troet pe azasat kentoc'h, fablennou La Fontaine e brezhoneg. Ur frer ha tri beleg e-touez ar c'hwec'h a gaver el lev-mañ. 23 eus an 39 zro-digezh zo bet savet gant Paotr Treouere, an aotrou Augustin Conq. Fentus e kavan pegen dedennet eo bet beleien zo gant oberenn an hini en deus skrivet ivez Contes et nouvelles en vers... Ne vern, un doare lennegezh a-gozh eo ar fablenn ha gellout a reer reiñ anezho da lenn ha da zeskñ d'ar vugale nebaon. Kinniget brav-kenañ eo al lev, ur bern treserien o deus kemeret perzh. "Evit kompren gwelloc'h" e kaver er fin roll ar stummoù yezh implijet gant an droerien hag a c'hellfe souezhiñ al lennerien. Ouzhpenn ez eus ur fichenn war bep troer. Un narzh al zo: gant al lev ez eus ur CD gant an holl fablennou lennet gant aktourien mu dau brantad sonerezh bet savet gant Yann eters. Peadra da lenn ha da selout eta. Ur prof a-feson evit an holl.

Al Lanv - Niv 163

GANT PADRIG AN HABASK

Ur youl voutin da reiñ da glevout meur a vouezh vrezhonek oc'h embann Breizh hag ar frankiz. Kaset eo bet al Lanv 163 d'ar goumananterien da zeroù-mat e deroù-holl miz Genver, 72 pajennad enni, kelaouenn e liv ment A4. Pennadoù etrebroadel, kevredigezh, dudi, burutellerezh skridoù ha sonerezh, lennegezh (barzhonegoù, danevelloù...). Ar sujedoù: gwirioù mab-den, Iwerzhon, kengred Breizh-Mali, Breizh-Euskadi, Katalonia, Eamon de Valera, bleizi e Breizh, saout ar vro, prizioù lennegel hag istor Karaz, Pouchi-poucha, E koun Youenn Drezen, medisined ha kevredigezh...

Kenlabouret ez eus bet war an niverenn-mañ gant seitek keveler: Aline Gleoneg, Eamon O Ciosáin, Youenn Kervalian, Yann-Fañch Kerneis, Charlie Grall, Loeiz Gwilhou, Padrig an Habask, Paol ar Meur, Magali Baron, Alan Botrel, Fulup Lannuzel, Pol-Yvon Viro, Bernez Rouz, Jacques-Yves Mouton, Jili, Goulc'hann Kervella, Marie-Claire Alegoët, Stummet e brezhoneg penn-da-benn gant Kuzul ar Brezhoneg. Lennerien, evit hon harpañ, komanantit ha kait komanantit! Gwelout hor c'hatalog ha komanantit: http://www.brezhoneg.org/br/maison-d-edition/catalogue-al-lanv



La grève du Joint français

La grève du Joint français à Saint-Brieuc (10 mars-9 mai 1972) est un épisode marquant du « Mai breton ». Elle s'inscrit dans une série de conflits sociaux particulièrement nombreux en Bretagne cette année-là, qui a pu faire dire qu'en Bretagne, 1968 s'est produit en 1972. Feuilletter les numéros du *Peuple breton* aide à reconstituer ses contours.

PAR JEAN-JACQUES MONNIER

L'usine du Joint français, du groupe CGE, met en lumière les caractéristiques des décentralisations industrielles des années 1960, fortement aidées par l'État et les communes. Les salaires y sont en moyenne 30 % moins élevés que ceux de l'usine de Bezons, près de Paris, propriété du même groupe, et nettement inférieurs à ceux des entreprises locales, d'où une instabilité de la main d'œuvre. Celle-ci est en majorité jeune, peu qualifiée professionnellement, aux deux tiers Second établissement syndicaux. C'est un employé un millier de salariés. En mai-juin 1968, les salariés du Joint-étaient entrés tardivement dans le mouvement mais avaient pris conscience du retard de leurs salaires. En mars 1969, la CFTD y devient majoritaire et une grève de dix jours réclame déjà la parité des salaires avec Bezons. En février 1972, la CFTD et la CGT demandent une augmentation de 70 centimes de l'heure et un 13<sup>e</sup> mois. Face au refus de la direction, une grève perle de trois semaines avec meetings de soutien débouche le 10 mars sur le vote à 75 % de la grève générale illimitée. L'occupation de l'usine débute le 13 mars. Les pourparlers ayant échoué, sur décision judiciaire les gendarmes mobiles investissent l'usine le 17 mars, bientôt remplacés par les CRS. Jean Le Faucheur, le secrétaire de la CFTD départementale, s'affirme comme le leader du mouvement. À l'appel du PSU, la solidarité financière s'organise: un comité de soutien départemental se met en place avec les partis de la gauche non communiste, la LCR (trotskiste), les syndicats d'agriculteurs (FDSEA, CDJA) et les comités lycéens. Les collectes de fonds pour soutenir les familles de grévistes s'ajoutent au ravitaillement par des paysans. Des municipalités de l'agglomération, dont celle du maire PSU Yves La Folle à Saint-Brieuc, votent des subventions. Cinquante-deux prêtres du diocèse puis l'évêque appellent à soutenir le mouvement.

Dans la nuit du 5 avril, des négociations difficiles entre syndicats et direction nationale se terminent par l'évacuation de la salle par les CRS, provoquant un durcissement du conflit. Des comités de soutien se créent dans d'autres villes (Loudéac, Paimpol), mais des divergences apparaissent entre la CGT, qui craint des « déboordements gauchistes », et la CFTD, qui veut l'union la plus large face aux menaces de fermeture de l'usine. Il est vrai que la grève du Joint attire à Saint-Brieuc toute l'extrême gauche, des trotskistes aux maoïstes en passant par les autogestionnaires, l'UDB et la presse militante. Le 18 avril, 15 000 à 18 000 personnes manifestent à Saint-Brieuc, drapeaux bretons et drapeaux rouges en tête.

En Bretagne et ailleurs

On est en période électorale, le parti gaulliste local condamne « l'intransigeance ». Le Céléb appuie la reprise des négociations. Son président, René Pieven, est ministre de Georges Pompidou et président du conseil général des Côtes-du-Nord, lequel apporte finalement une aide financière aux grévistes le 28 avril.

Le mouvement artistique breton est très présent dans les concerts de solidarité, tels Servat, Tri Yann, Gweltaz, Kerduff et Kirjuhel, qui écrit sa chanson *Au Joint français, les ouvriers bretons disent m... aux patrons*, titre d'un livre de Michel Philipponneau.

À Paris, le 1<sup>er</sup> mai, des grévistes du Joint ont symboliquement pris la tête du cortège de l'extrême gauche. Le 3 mai, des manifestations se déroulent à Saint-Brieuc, Vannes, Lorient et Quimper. Le gouvernement Chaban-Delmas met son poids dans la balance: négociations et protocole d'accord suivent (65 centimes d'augmentation), accepté le 8 mai par 77 % des salariés. Le soutien massif a per-



LA GRÈVE DU JOINT FRANÇAIS



« Le conflit [...] s'est avéré l'un des plus durs et des plus dramatiques de l'histoire syndicale bretonne » (PB mai 1972).

mis de verser 1 110 F à chaque gréviste, soit 130 % d'un salaire mensuel moyen. « L'importance de la grève du Joint français à Saint-Brieuc tient au fait que, outre une lutte pour plus de justice sociale et salariale dans une période riche en conflits, elle s'est transformée en combat de toute une région pour sa dignité, son identité, sa langue et sa culture »: les Bretons viennent d'écrire une belle page d'histoire sociale.

À partir de 1968 mais surtout de 1972, les conflits sociaux passent d'une bretonnité plus ou moins vécue à une bretonnité de plus en plus revendiquée. *Vivre et travailler* et bientôt *décider* au pays passent dans le registre commun, les *Gwenn-ha-Du* se multiplient. Cinquante ans après, l'usine est toujours là mais peine face à la mondialisation. Les débats et colloques sur le sujet font le plein. Damage que l'occasion ait été manquée en 2022, les images très nombreuses, les témoignages très riches n'ont pas reçu tout l'éclairage qu'ils méritent.

- 1. Notamment le PB n° 103 de mai 1972.
2. Christian Bougeard, *La grève du Joint français à Saint-Brieuc, 10 mars-9 mai 1972*, Bécédia, novembre 2016.

# La reconnaissance des minorités en Serbie

Depuis la fin de l'Empire ottoman, en passant par la Yougoslavie royaliste puis socialiste, les Balkans ont hérité de frontières nationales ne délimitant les populations ni par leurs langues ni par leurs religions. Les marques de l'histoire sont encore visibles tant sur le plan du paysage que de la répartition géographique des minorités. Aujourd'hui, les minorités nationales font partie intégrante de la société serbe, et disposent de droits et libertés multiples sur le papier, mais dont l'application reste difficile pour des raisons sociales ou politiques. ► PAR YÉLÉNA TOPALOV\*

La Yougoslavie socialiste instaurée par Josip Broz Tito en 1948 prenait très au sérieux le traitement des minorités sur le territoire : tout d'abord à travers six républiques constitutives (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie, Macédoine), découpage couplé au concept de « peuple constitutif », composé au départ de cinq peuples yougoslaves (Slovènes, Croates, Monténégrins, Serbes et Macédoniens) auxquels s'ajouta plus tard le peuple « musulman », que l'on peut plus ou moins assimiler aux Bosniaques.

La citoyenneté yougoslave se vit en deux étapes : 1) une citoyenneté civile yougoslave en tant que telle, d'abord dans la fédération puis dans sa propre république ; 2) une nationalité, différente de la citoyenneté, mais également inscrite sur la carte d'identité, au choix de la personne.

La notion de « minorité nationale » s'est trouvée changée en *narodnost* (nationalités) dans la Constitution de 1953, tout en gardant la même définition. Étaient réunis sous ce terme tous les groupes nationaux présents sur le territoire, qu'ils aient un État-parent (Roumains, Hongrois) ou pas (Valaques, Juifs), peu importe leur nombre, et ne possédant pas de république.

Cette pluralité d'identités réparties sur autant de territoires et dépendant de juridictions différentes n'a fait qu'accroître les velléités nationalistes de la fin de l'ère yougoslave jusqu'à son démantèlement.

## Un cadre juridique clair

Pour le gouvernement serbe, il existe actuellement trois provinces : la Voïvodine au nord, la Serbie centrale et le Kosovo-Métochie, malgré le fait (accompli) que celui-ci a proclamé son indépendance il y a déjà quinze ans. En tout, il existe en Serbie 23 groupes reconnus comme minorités nationales à travers des « conseils nationaux des minorités nationales » (CNMN) : albanaise, allemande, ashkali, bosniaque, bulgare, bunjevac, croate, égyptienne, grecque, hongroise, juive, macédonienne, monténégrine, polonaise, rom, roumaine, russe, ruthène, slovaque, slovène, tchèque, ukrainienne, valaque.

La protection des minorités nationales en Serbie se joue à plusieurs échelons et s'applique sur tout le territoire sans exception, à commencer par le plus haut échelon politique, celui de la Constitution de 2006.

Ces organes sont constitués de membres élus tous les quatre ans par des élections démocratiques, libres et secrètes, ou au moyen d'élections par assemblée électorale. Bien que leur pouvoir législatif soit inexistant et que leur participation au pouvoir exécutif soit très limitée, ces conseils demeurent importants puisqu'ils ont non seulement un pouvoir de décision concernant l'éducation, la culture, la langue ou encore les médias de la minorité qu'ils représentent, mais ils sont également un moyen de centraliser les demandes des minorités par rapport à plusieurs municipalités dans des régions différentes (par exemple le cas de la minorité rom, qui se trouve sur tout le territoire).

Les partis dits « ethniques » sont une composante importante dans la démocratie serbe, puisqu'ils sont les acteurs principaux de la représentation minoritaire à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, il y a plus d'une soixantaine de partis ethniques. Le seul des 5 % qui leur était appliqué pour pouvoir accéder à l'Assemblée nationale a désormais été aboli. Pourtant, dans les faits, seules les minorités les plus nombreuses parviennent à obtenir une représentation à l'Assemblée. En 2020, grâce à un système de coefficient multiplicateur permettant d'obtenir plus de mandats, siègent la minorité hongroise avec 9 mandats, une coalition bosniaque-macédonienne avec 4 mandats, un second parti ethnique bosniaque avec 3 mandats et, enfin, un parti albanais avec 3 sièges.

En termes d'éducation, les minorités disposent toutes du droit à l'éducation en langue propre, de la maternelle à la *matura* (baccalauréat), et peuvent étudier en langue maternelle à l'université dans les cursus dits « langue et littérature ».

Les médias en langues minoritaires existent sous forme de journaux, de gazettes, de télévisions privées ou publiques émettant des programmes en langue propre, ou encore de radios. Malgré une grande marge de manœuvre laissée en principe aux médias en langue minoritaire, la mise en œuvre est bien souvent compliquée par un ensemble de contraintes et circonstances : peu d'employés, dépendance envers les « volontaires », public réduit dû à l'émigration massive des jeunes à l'étranger.

Cernant les financements, la peine est double : il y a peu de financements privés, et les quelques financements étatiques sur concours sont restreints dans les faits aux médias « proches » du pouvoir à Belgrade et alignés sur les positions du gouvernement serbe.

## Les minorités concentrées

La Voïvodine est une province indépendante au nord de la Serbie, reconnaissant officiellement et administrativement six langues : le serbe, le hongrois, le slovaque, le roumain, le croate et le ruthène. Selon le recensement de 2011, la minorité hongroise est composée d'un peu plus de 253 800 personnes déclarées (soit environ 13 % de la population de la région, et un peu plus de 3 % de la population totale de Serbie, qui s'élève à plus de 8 millions sans le Kosovo) et constitue la minorité la plus nombreuse aujourd'hui en Voïvodine. Surtout catholique, avec une minorité calviniste, la communauté hongroise reste fortement attachée à la langue hongroise et bénéficie d'une représentation sociopolitique importante en nombre de partis et de sièges à l'Assemblée, d'associations ou encore de médias. Il arrive même que certaines personnes issues de la communauté hongroise maîtrisent le serbe moins bien que leur langue maternelle, en raison d'une éducation entièrement en hongrois (avec un maximum de deux ou trois heures par semaine de serbe à l'école) et une vie communautaire presque exclusivement en hongrois.

Située dans l'ancienne province ottomane du Sandžak, à cheval sur la Serbie et le Monténégro, la minorité bosniaque en Serbie s'élevait en 2011 à un peu plus de 145 000 déclarés (soit un peu plus de 2 % de la population totale). L'identité bosniaque est doublement difficile à cerner. Tout d'abord parce que, linguistiquement parlant, le bosniaque est une langue très similaire au serbe, lesquels se confondent entièrement à l'oral, même si les Bosniaques utilisent l'alphabet latin et les Serbes le cyrillique. Cela contribue à alimenter des débats fort animés parmi linguistes et politologues sur l'autonomisation de la langue bosniaque par rapport au serbe. Dans un second temps, les Bosniaques sont en très grande majorité de confession musulmane, à un point tel que l'ethnonyme « Bosniaque » en vient à être utilisé de manière interchangeable avec « Musulman », comme dans la Bosnie voisine.

## Les minorités dispersées

On peut citer aussi le cas de la minorité rom, qui, comme ailleurs en Europe, se trouve disséminée sur tout le territoire étatique, avec quelques points de concentrations par localité en Serbie centrale. Malgré l'existence de pas moins de huit partis ethniques roms et d'un Conseil national de la minorité rom, celle-ci reste confrontée à une forte pauvreté, une discrimination systémique à l'embauche, un faible niveau de scolarisation et un haut taux d'analphabétisme. Lors des recensements, certaines personnes préfèrent ainsi se déclarer « Serbe » ou membre d'une autre ethnie plutôt que « Rom ».

Un autre exemple est celui des Goranin. De confession musulmane, ils parlent le tortakien, une langue de transition entre le serbe et le bulgare. Faisant actuellement face à une assimilation massive de la part des albanophones au Kosovo, beaucoup d'entre eux ont plutôt choisi l'émigration en Europe de l'Ouest ou en Turquie. Récemment, cette minorité, composée d'environ 8 000 personnes, a obtenu son tout premier conseil de minorité nationale, dont le siège se trouve à Novi Pazar.

S'ajoutent à ceux-ci les Bunjevci, une minorité de confession catholique présente sur les territoires

croate et serbe. Revendiquant une « particularité régionale » en Croatie, ces derniers s'estiment former une « minorité ethnique » en Serbie, différente de la minorité croate, et parlant un dialecte du serbo-croate, le *čtokavien-ikavien*. Cette communauté est constamment tiraillée dans sa définition dans sa territorialité par rapport à la Croatie.

L'année 2022 marque la création d'un nouveau recensement national, dont les résultats devront être publiés cette année. Cette fois-ci, aucun boycott n'a été prévu par les minorités. Il faut savoir que le précédent recensement, celui de 2011, avait été boycotté par les minorités albanaises et bosniaques. Celles-ci protestaient contre la conduite des enquêtes en serbe (et donc en cyrillique) et la faible proportion d'enquêteurs albanophones et bosniques.

En dépit d'un cadre juridique organisé et libéral, les minorités nationales en Serbie restent actuellement confrontées à plusieurs problèmes, qui varient en fonction du groupe concerné : discriminations, manque de financement ou bien financement conditionné politiquement, corruption généralisée de la classe politique du pays, départ des jeunes issus de ces communautés.

Du côté des minorités ayant un État-parent au-delà de la Serbie, il faut savoir qu'elles sont devenues pour la plupart un élément important dans la relation entre les deux pays, et il peut arriver que ces dernières soient alors utilisées comme un levier géopolitique.

À l'inverse, les Serbes du Kosovo, devenus désormais minorité nationale à leur tour, font face à de grandes difficultés pour intégrer l'appareil étatique kosovar. Récemment, des tensions dues au climat de violence subi ont éclaté entre la communauté serbe et le gouvernement du nouvel État. Celles-ci ont été désamorcées au moyen de négociations entre le président serbe Aleksandar Vučić et le gouvernement kosovar, du moins temporairement. ●



À Etemir, on honore toujours la mémoire du général Erno Kiss, exécuté pour avoir participé à la révolution hongroise de 1948.

# Haïti : entre la crise et le mépris

La crise est récurrente en Haïti. Depuis l'assassinat en 1806 du fondateur de la patrie, Jean-Jacques Dessalines, en passant par l'occupation américaine, la dictature sanglante des Duvalier... l'instabilité du pays est aujourd'hui totale. Haïti est à la recherche d'institutions fonctionnelles et légitimes sous le regard passif des puissances étrangères et des organisations internationales.

► **PAR BLECK DIEUSEUL DESROSES\***

Deux ans après son accession à l'indépendance en 1804, le pays connaît une profonde crise à la suite de l'assassinat du fondateur de la patrie, le général Jean-Jacques Dessalines. Dès lors, la nouvelle république entre dans un cercle vicieux d'effervescences sociopolitiques qui jalonnent tout le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'occupation américaine de 1915.

Cette occupation (1915-1934) a créé une stabilité apparente qui allait être remise en question par les événements de 1946 provoquant la chute d'Élie Lescot (1941-1946) et l'accession de Dumarsais Estimé (1946-1950) au pouvoir. À ce sujet, Sauveur Pierre Étienne écrit : « La crise de 1946 révéla le caractère superficiel des changements réalisés dans le pays pendant les dix-neuf ans d'occupation militaire étrangère. Elle met en évidence la faiblesse des institutions de l'État post-occupation. »

Le règne des Duvalier (1957-1986) a connu une période de paix au prix du sang. Dans son ouvrage, *Radiographie d'une dictature*, le sociologue haïtien Gérard Pierre-Charles a décrit le caractère monstrueux de ce régime sanguinaire dont certaines de ses pratiques étaient liées au nazisme hitlérien.

En 1986, un soulèvement populaire bénéficiant du contexte international – marqué entre autres par la crise de l'idéologie socialiste en Europe, la chute de certaines dictatures latino-américaines et caribéennes, le mouvement des droits de l'homme dans le monde, la victoire de Jimmy Carter à la présidentielle de 1976 aux États-Unis – renversa cette dictature obscurantiste. Une nouvelle ère s'annonça, celle de la démocratie, qui reste jusqu'à présent un vœu pieux malgré la volonté du peuple haïtien de tourner le dos aux pratiques autoritaires héritées des deux siècles passés.

De la chute de la dynastie des Duvalier à nos jours, le pays est plongé dans l'anarchie totale. En quatre décennies, seulement deux chefs d'État ont pu terminer leur mandat de cinq ans conformément à la Constitution républicaine de 1987. Cette instabilité politique, résultante de l'échec des élites politiques et économiques qui ne parviennent pas à satisfaire les revendications des masses populaires, nous a valu deux occupations étrangères en seulement dix ans d'histoire.

Depuis deux ans, les acteurs internationaux se montrent préoccupés par la crise haïtienne. Haïti devient un cauchemar dans la Caraïbe. L'assassinat du président Jovenel Moïse dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021 bascule le pays dans le chaos. Sans Parlement, sans président, la République noire est dirigée par un Premier ministre de facto soutenu par les États-Unis et le Canada. Toutes les institutions du pays sont dysfonctionnelles. La Police nationale est discréditée. Le pouvoir judiciaire est envahi par la médiocrité et la corruption. Certains hauts dignitaires de l'Exécutif, d'anciens parlementaires et des membres de l'élite économique sont sanctionnés récemment par Washington et Ottawa pour corruption et/ou trafic d'armes.

## Une population aux abois

Entre-temps, Port-au-Prince, la capitale, est livrée aux affrontements des bandes armées. L'insécurité atteint son paroxysme. Les fusillades, les assassinats, le kidnapping, le viol, le vol, les incendies sont les lots quotidiens d'une population aux abois et désespérée. L'augmentation des prix du carburant en septembre dernier crée une onde de choc. L'inflation atteint le niveau record de 100 %. Sans une politique financière adéquate, la Banque de la République d'Haïti (BRH) ne parvient pas à freiner la dévaluation de la gourde haïtienne par rapport au dollar américain.

Les données du Programme alimentaire mondial (PAM) sont assez éclairantes. Près de cinq millions de Haïtiens, soit plus de 40 % de la population, sont menacés de la faim. Les armes et les munitions sont plus accessibles dans les bidonvilles de Port-au-Prince que la nourriture. Des enfants-soldats sillonnent les entrées nord et sud de la capitale en plein jour, arme au poing, sous le regard complice des autorités policières et des instances gouvernementales. Plus de 75 % de la population vivent avec moins de deux dollars par jour, les Haïtiens connaissent des conditions de vie qui ne cessent

de se dégrader au fur et à mesure que les ressources disponibles s'épuisent (Jean-Marie Theodat, 2022). Pierre Honnorat, le représentant du PAM, a raison de signaler que Haïti fait partie d'un « cercle de feu » qui entoure le monde.

Les puissances étrangères et les organisations internationales croisent les bras et assistent en spectateurs passifs au cauchemar haïtien en dépit de l'appel à l'aide militaire internationale du gouvernement de facto. De la Perle des Antilles, l'ancienne Saint-Domingue française devient un enfer pour ses fils. Ils fuient par milliers le pays pour aller s'établir ailleurs. Partant de l'Amérique du Sud soit du Brésil, du Chili ou de l'Argentine, certains affrontent les dangers de la forêt du Darién, entre la Colombie et le Panama, traversant toute l'Amérique centrale à pied, passant par le Mexique en vue d'atteindre la rivière du Texas à la recherche d'un mieux-être aux États-Unis. Ce spectacle déconcertant laisse indifférents les pays dits amis de Haïti et semble ne pas interpeller la conscience internationale.

La nouvelle politique d'immigration de l'administration américaine en faveur du Venezuela, de Cuba, du Nicaragua et de Haïti apporte un brin d'espoir dans ce PMA de l'hémisphère occidentale. Nombreux sont les Haïtiens qui rêvent de fuir le pays légalement dans le cadre de ce programme de visas humanitaires du président Joe Biden. Un observateur avisé voit dans cette mesure un stratagème du gouvernement américain pour déstabiliser les régimes latino-américains contestataires de l'ordre états-unien dans la région et attirer la sympathie des peuples, en particulier des Haïtiens, qui rendent la première puissance mondiale responsable des maux de leur pays.

## Un « équilibre politique » à trouver...

Le Premier ministre Anel Henry, dont le nom est cité dans les enquêtes sur l'assassinat du président Moïse, croit avoir trouvé un consensus le 21 décembre dernier au terme d'un dialogue réunissant les gourtous de la classe politique pour favoriser la normalité politique et le retour à l'ordre institutionnel. Dans un arrêté publié dans le journal officiel *Le Moniteur* le mardi 17 janvier 2023, le locataire de la Primature a mis en place une instance de facilitation – après l'expiration du mandat des 10 derniers sénateurs – dénommée Haut Conseil de la transition (HCT), dont la mission est de créer un « équilibre politique » pour l'organisation des prochaines élections.

Le HCT, composé de la juriste Myrlande Hypolite Manigat, du pasteur Calixte Fleurdor et de l'homme



d'affaires Laurent St Cyr Hilaire, est pour certains observateurs une structure mort-née. Car les partis politiques les plus représentatifs sur l'échiquier politique haïtien tels Fanmi Lavalas de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, le PHTK de l'ancien président Michel Joseph Martelly, l'Organisation du peuple en lutte (OPL) et Pitt Dessalines de l'ancien sénateur Jean-Charles Moïse, entre autres, n'étaient pas présents à la table des négociations ayant accouché cette structure. Sans expérience politique, hormis l'ancienne sénatrice de l'Ouest Mirlande Manigat, les autres membres de cette structure de facto n'ont pas la dimension politique pour faire face à cette crise multidimensionnelle à laquelle le pays est confronté.

Sans institutions adéquates, sans dirigeants élus, sans intelligence politique au pouvoir, sans élites politiques et économiques responsables, il est évident que Haïti ne pourra pas sortir seule de ce trou noir sans l'aide de la communauté internationale pour épurer l'institution policière, neutraliser les bandes armées qui prennent en otage notamment la capitale haïtienne, restructurer l'appareil judiciaire, implémenter des programmes sociaux pour atténuer la misère des masses, organiser des élections crédibles et démocratiques afin de doter le pays d'institutions fonctionnelles et légitimes.

\* Professeur d'histoire et de géopolitique, Université américaine des sciences modernes, Port-au-Prince

Vue de Cap-Haïtien depuis un morne voisin.

## Un réfugié bien accueilli en centre Bretagne

Chamelier somalien autodidacte, marié, père de deux enfants en bas âge, Liban Doualé tenait un petit commerce dans son village de brousse et bénéficiait d'une aura très particulière auprès des habitants et étudiants venus de loin pour suivre l'enseignement de son père, sage soufi. Depuis son arrivée en Bretagne, il vit à Pontivy. ► PAR FRANÇOISE RAMEL

Arrivé le 1<sup>er</sup> janvier 2018 en France au risque de se voir renvoyé en Italie, Liban Doualé a dans sa besace une longue série d'expériences, la plupart traumatiques. Il ne sait pas si sa route s'arrête dans la ville bretonne qu'il croit bordée par l'océan quand on lui demande de monter dans un bus à Paris ou s'il devra gagner l'Angleterre toute proche en cas de rejet de sa demande d'asile. L'anglais, Liban l'a appris en écoutant la BBC. Pour être imbattable en culture générale. Ce qu'aime Liban ? Les danses traditionnelles et les jeux, qui permettent de se retrouver en cachette malgré l'interdiction des terroristes du groupe El Shetab.

Il s'accroche à la chance inexplicable qui lui a offert de passer du statut « Dublin », qu'il avait en Allemagne, au statut « normal », après des nuits à faire la queue et à se faire gazer en plein cœur de Paris, à la Chapelle. Là-bas, les migrants l'appellent encore « Docteur de Libye ». À Pontivy, le surnom que les habitants lui ont donné est Liban Du. « Je suis noir breton », explique en riant Liban Doualé avec un naturel et un optimisme qui sont la vraie clé de son intégration.

### Prendre la parole

Le lien tenu lié aux hasards de l'exil entre la Somalie et la Bretagne n'a rien d'évident. Il en est de même pour l'accompagnement bénévole qui permet après quatre années à une victime du terrorisme et de filières organisées permettant le trafic humain de témoigner

pour toutes celles qui n'ont pas cette possibilité, pour celles qui n'ont pas survécu à l'honneur, au mépris, à l'inertie des États responsables de ces drames humains, avec l'assurance d'une très large visibilité internationale pour que son message soit entendu.

Pour une série documentaire diffusée sur TV5 Monde (*Rassemblement*), la réalisatrice Yaelle Benaim est venue en juin dernier rencontrer Liban et ses amis pontivyens. Il s'exprime à l'écran dans un français maladroite. Il y met tout son cœur et sa droiture. La tentative pour lui faire intégrer une formation faite pour les migrants au Greta de Pontivy a échoué en février 2020 à cause d'un test de français, un comble. Ce documentaire acte qu'il est possible et surtout nécessaire de donner la parole à des demandeurs d'asile, quand ceux-ci acceptent de témoigner malgré les injonctions dont ils sont les cibles faciles, dociles.

### Décider de son propre chemin

Leur vie, réduite à peu de choses, un lit dans une chambre avec d'autres migrants, une allocation de 200 euros par mois, est entre les mains d'une administration opaque dont nous-mêmes, citoyens et élus bretons, ne parvenons pas toujours à obtenir de réponses. En décidant de son propre chemin, en osant s'exprimer, en partageant le mode de vie d'un jeune Breton, en se faisant des amis, Liban a fixé ses propres règles d'intégration. Il multiplie les projets, notamment avec le dessinateur Niko.

Le jour où ce Somalien aurait dû être reçu à la CNDA (Cour nationale du droit d'asile) pour connaître le sort qui lui était réservé, il fait face à un délai de procédure pour cause de grève d'avocats à Paris. Une protestation légitime qui retarde de plusieurs trimestres la décision de justice accordant le droit d'asile assorti d'un titre de séjour de dix ans au jeune Pontivyen d'adoption, lui permettant enfin d'accéder au marché du travail et à la formation.

Sa demande d'asile obtenue, Liban Doualé a signé en décembre 2020 un premier CDD à Pontivy Communauté. Il aurait dû signer ce contrat six mois, voire deux ans plus tôt. Malgré cinq années déjà passées à Pontivy sans pouvoir se projeter et en avoir les moyens



Liban Doualé, après un entretien à l'OFFRA en octobre 2018, à Paris.

financiers, Liban Doualé n'a pas encore pu mettre à profit les qualités qu'il a démontrées dans une très grande diversité de situations, faute de perspectives autres que l'agro-alimentaire, où ces jeunes venus d'ailleurs sont bien mieux rémunérés que dans un atelier d'insertion qui ne leur ouvre aucune porte.

À Pontivy, l'originalité d'une expérience – à défaut de pouvoir être qualifiée d'exemple, car rien n'est duplicable – permet d'outiller les observateurs avertis, les médias engagés sur le journalisme de solution, de rompre avec cette autre forme de renoncement qu'est le silence. À l'inverse, la médiatisation des affrontements violents qui ont eu lieu à Callac, entraînant le retrait du projet porté par la municipalité, pose l'enjeu de l'impact désastreux sur l'opinion publique de la gestion des flux migratoires en Europe et à l'échelle des États membres. En France particulièrement, où le système du droit d'asile prive les demandeurs de celui de travailler et empêche toute marge d'initiative des élus locaux pour expérimenter... ●

1. Le 4 mars à 9 h et le 8 mars à 12 h 30. Plus un rattrapage sur TV5 Monde Plus.

## Pourquoi les hommes sont plus riches que les femmes ?

Quand on évoque la question des inégalités financières dans le couple, un contre-exemple vient toujours nier l'immense majorité des cas. Pourtant, la crise sanitaire a mis en lumière une réalité tangible : les métiers les moins payés sont occupés majoritairement par des femmes. Même quand elles exercent des professions moins dévalorisées, leurs salaires sont inférieurs à ceux des hommes. ► PAR DENISE MARECHAL

Depuis *Debout les femmes !* en passant par *Deux jours, une nuit* ou *Ouistreham*, nombreux sont les documentaires ou les fictions sur la question. L'accueil de ceux-ci : tomber dans le misérabilisme ou appeler à la révolte sociale. Et dans les deux cas, le beau rôle sera ensuite souvent donné aux hommes, qui agissent en sauveurs. Autre risque : penser que les inégalités ne concernent que les femmes les plus fragiles socialement. Le mouvement des gilets jaunes a permis de faire entendre la parole de mères célibataires, paupérisées non par manque de diplômes, d'expérience ou d'ambition, mais par une société patriarcale et stéréotypée.

### Des inégalités dès l'enfance

L'originalité de l'essai de Titou Lecoq est de ne pas essentialiser les femmes, tomber dans ce travers victimaire et désigner exclusivement le couple et la famille comme coupables des inégalités. Dans un style accessible et léger, elle nous propose de suivre les étapes de la vie de son personnage, Gwenoline, qui s'appauvrit tandis que les figures masculines (son frère, son mari) s'enrichissent. Nourri de statistiques et de réflexions concrètes, l'essai donne des clés pour vaincre cet état de fait.

Dès l'enfance, des inégalités existent quant à l'argent de poche. Selon une étude menée par Pixpay, la différence est d'environ 4 € par mois en faveur des garçons à l'âge de 12 ans, et de 10 € pour les 16-18 ans. On y apprend aussi que le montant est différent selon les régions et que les parents les moins généreux sont... les Bretons.



Quand on analyse les causes, on s'aperçoit que ce sont les mêmes mécanismes à l'œuvre à l'âge adulte :

- les impensés des parents, qui estiment inconsciemment que les garçons ont davantage de besoins en matière de loisirs et d'indépendance dans la gestion de leurs achats ;
- les demandes moindres des filles et le fait qu'elles se satisfont de ce qu'on leur donne ; tandis que les garçons demandent à être régulièrement augmentés et font valoir leurs droits en rapport avec les missions qu'ils accomplissent dans le foyer, les filles plafonnent et ne s'en soucient guère.

La plupart des parents compensent en achetant plus de cadeaux à leur fille. Sauf que, de cette manière, ils ancrent déjà un mécanisme : tandis que le garçon apprend à gérer et à négocier, la fille est entretenue par ses parents et assignée rapidement dans une posture attentiste. À l'entrée dans la vie active, pourtant, les femmes partent en tête : plus diplômées, plus autonomes, plus qualifiées, elles ont, sur le papier, tout pour réussir.

### La taxe rose

Titou Lecoq dénonce également la « taxe rose », cette différence inexplicable de prix entre les mêmes objets à destination d'un public masculin et féminin. Rasoirs, vélos, sèche-cheveux, déodorants... la liste est longue et ré-

gulièrement actualisée par le collectif Georgette Sand. Les services tels que coupe de cheveux, soins... sont aussi concernés et la femme est régulièrement perdante. Quant au marketing de genre, il domine encore largement les publicités.

### Voiture et pots de yaourt

40 % des couples ne parlent jamais de l'organisation du budget. Pourtant, la question est cruciale. Surtout lorsque la naissance des enfants vient perturber le quotidien, que la charge mentale et les tâches domestiques (travaux non rémunérés) incombent de plus en plus à l'une qu'à l'autre. Souvent, l'organisation, qui semble égalitaire, n'est pas équitable. Mettre la même somme sur le compte commun, diviser en deux les frais communs sont des méthodes qui ne tiennent pas compte du travail invisible.

L'exemple le plus marquant est celui de la voiture et des pots de yaourt. Gagnant plus, monsieur se propose de rembourser le crédit auto. Pour compenser, madame paie les courses tous les mois. Au moment de la séparation, monsieur repart avec la voiture qu'il a payée et madame avec ses pots de yaourt. COFD.

La révision du système fiscal français est le grand cheval de bataille de l'essai. Pour l'autrice, le prélèvement à la source et l'obligation d'une déclaration commune pour les couples sont défavorables aux femmes. Le taux appliqué par défaut est dit « personnalisée », soit le même pour les deux membres du couple, quelle que soit leur différence de revenu. Évidemment, l'appauvrissement culmine au moment de la séparation, qui entraîne une perte de niveau de vie de 22 % pour les femmes contre 3 % pour les hommes.

En conséquence de l'accumulation de toutes les injustices passées, les retraites des femmes sont donc largement moindres que celles des hommes : en moyenne 1 145 € contre 1 924 €. De quoi réfléchir et parler dans le foyer... ●

Le Couple et l'Argent  
| Titou Lecoq | L'Iconoclaste, 284 p., 21,90 €



Un jour avec...

# Poppy Seeds ..... « de nouveau »

La popularité de la musique irlandaise ne faiblit pas en Bretagne. Poppy Seeds occupe le devant de la scène irlandaise depuis une douzaine d'années. Portrait groupé à l'occasion de la sortie d'un quatrième album, *Aris* (« de nouveau » en irlandais)<sup>1</sup>. ► PAR PHILIPPE COUSIN

Pour Camille, par rapport à la tradition, « il existe toujours un rapport ambivalent avec une connaissance pointue des spécificités de la musique traditionnelle irlandaise, avec ses différents styles régionaux, son évolution au cours des années, et, en même temps, l'envie de « transgresser » parfois les règles en apportant d'autres couleurs pour mieux se l'approprier ».

Tous composent, mais ils reprennent également quelques créations récentes de musicien·e·s connus·e·s comme Liz Carroll, par exemple : « On écrit systématiquement de nouveaux arrangements, explique Pierre, ce qui leur donne une couleur différente de l'originale. »

### Un album très personnel

« Depuis nos débuts, confie Pierre, on a toujours voulu garder notre son : un jeu à la manière de la musique traditionnelle irlandaise, mais teinté d'accents bluegrass et d'arrangements parfois un peu pop. Au fil des années, on a intégré de plus en plus nos propres compositions. Les arrangements se sont affinés. Ce qui fait d'*Aris* un album très personnel, qui représente bien notre approche de la musique irlandaise. »

« Chacun apporte des idées de morceaux, des compositions ou des chansons, poursuit Benoît, et on essaye ensuite de constituer ensemble les suites instrumentales et de fixer les arrangements, les grilles harmoniques. Les négociations peuvent parfois prendre du temps », ajoute-t-il en riant.

« Sur cet album, complète Camille, on a eu le plaisir d'être accompagnés sur plusieurs pistes par Félix Le Pennec au bodhrán, ce qui apporte un « groove » dont il a le secret. Katell Kloareg nous a également fait l'honneur de venir chanter sa version de *The Two Sisters*, que l'on a réarrangée pour l'occasion. Et pour la dernière piste, on souhaitait une longue suite qui évoque l'ambiance des sessions, toujours avec Félix et les copains du groupe Zonk : Yuna Léon, Ronan Le Dissez, Kenan Guernalet et Jaouen Le Goïc. »

Avant de nous quitter, question habituelle sur les projets, à laquelle répond Pierre : « Nous jouons principalement en Bretagne, mais également ailleurs en France. Partir jouer en Irlande serait vraiment le Graal, mais l'occasion ne s'est pas encore présentée. »

« Et puis, indique Tom, Camille et Benoît forment depuis longtemps le duo Lost Spoon. Avec Camille, nous avons Chilly Winds avec Katell Kloareg et la violoniste Yuna Léon. Quant à Benoît, il joue au sein des Céliú Killers et de Bilzig, et accompagne également Cécile Corbel. »

« Maintenant que l'album est sorti, nous souhaitons avant tout partager notre répertoire sur scène », conclut Benoît. ●

### L'envie parfois de transgresser

« Les suites instrumentales sont construites principalement autour du duo flûte-violon, explique Benoît. La mandoline peut ensuite jouer les thèmes avec nous ou bien rejoindre la guitare en accompagnement. Pour certains titres, Tom et Camille sont tous les deux à la guitare, utilisant des accordages différents, ce qui permet une plus grande richesse harmonique. »

<sup>1</sup> Voir également PB n° 707 de décembre 2022.



« Partir jouer en Irlande serait vraiment le Graal. »

« On a toujours voulu garder notre son : un jeu à la manière de la musique traditionnelle irlandaise, mais teinté d'accents bluegrass et d'arrangements parfois un peu pop »

# Musiques de Celtic



### DIARMUID Ó MEACHAIR | Siúl na Sí

Diarmuid Ó Meachair, natif de Cúil Aodha, à l'ouest de Cork, a été initié très tôt à la musique par ses deux parents. C'est vers l'accordéon que se porte son choix, les disques d'accordéonistes fameux comme Jackie Daly ou Joe Cooley entraînant chez lui. Rapidement, il est aussi influencé par Noel Hill, Máirtín Ó Connor ou Johnny Connolly. Durant son adolescence, il découvre Joe Derrane et surtout Finbarr Dwyer, qui va durablement le marquer. À 19 ans, il remporte le titre de mélodiste durant le Feachd d'Ennis et, l'année suivante, il est invité à se produire lors d'un concert-hommage à Finbarr Dwyer. Non content d'exceller au didgeridoo, il est également un joueur accompli de mélodéon et, c'est sur le gáitíú, c'est un chanteur de sean-nós qui a remporté de nombreux concours de ce chant traditionnel. Tous ces talents sont d'ailleurs récompensés en 2022 lorsqu'il obtient le prix du jeune musicien de l'année de TG4. Son premier album, *Siúl na Sí*, qui se traduit par « marcher sur le chemin », reflète bien le parcours effectué. Il démontre un grand contrôle et un doigté exceptionnel qui contribuent à une interprétation dans le style des plus grands joueurs de la boîte à soufflet. Son respect pour Finbarr Dwyer se traduit par le choix de quatre airs, dont *The Star of Munster* ou *Finbarr Dwyer's*. On reconnaît des standards, *The Lark in the Morning*, *The Pigeon on the Gate* et *The Road to Lisdoonahane*, que Diarmuid s'approprie avec ses propres variations. On retrouve aussi *Hommage à Dorothée*, un air du Québécois Philippe Bruneau, ou *Mon Tour de France*, trois valses musettes. Un musicien de ce talent n'apparaît pas si souvent, et difficile donc de se lasser de l'écouter. Avec 16 titres, voici un album incontournable. ► [Raelach RR020](http://www.raelachrecords.com)



### RUNA | The Tide of Winter

C'est un album de saison, celui du groupe irlandais-américain Runa, dont je vous ai déjà entretenu. Formé en 2008, il célèbre ses quinze ans de scène avec un septième album, *The Tide of Winter*. Après moult changements internes, la bonne formule est trouvée en quintet. L'Américaine Sharon Lambert-Ryan au chant et au bodhrán, son mari le Dubloine Fionán de Barra à la guitare, la Canadienne Cheryl Prashker aux percussions, ainsi qu'au banjo, et Jake James au fiddle. Ensemble, ils continuent à repousser les limites de la musique irlandaise, la rapprochant des influences américaines façon jazz ou bluegrass. Entremêlant des mélodies obsédantes et des airs plus guillerds d'Irlande, d'Écosse ou d'Angleterre, ils nous offrent une vision nouvelle de la musique traditionnelle. L'élément central du groupe est Sharon, dont la voix chaude définit le son de Runa, secondée par Fionán et Caleb. Sur les 13 titres de l'album, seuls deux instrumentaux, dont *Instrumental Medley*, ensemble d'airs de Noël. Au hasard des plages on rencontrera quelques classiques, *Silent Night*, ou *O Come, O Come, Emmanuel*. Et comme c'est encore de Noël qui l'est question, on saute de *The Wexford Carol* à *God Rest Ye Merry Gentlemen*. Quant à *The Snows They Melt the Soonest*, il traduit l'hiver dans les Appalaches. Plus originale, l'interprétation d'un chant en français, *Noël Nouveau*. C'est un album léger, divertissant, la démonstration de la grande musicalité de Runa. ► [Autoproduit RUNACD007](http://www.runamusic.com)



### ALASTAIR SAVAGE | Tunes from the River

Le violoniste Alastair Savage est né sur la côte au sud-ouest de l'Écosse. Enfant, il a étudié le violon et la guitare classique tout en pratiquant la musique traditionnelle. Et il a bien entendu remporté plusieurs concours, avant de poursuivre à l'Académie royale écossaise, avant de devenir un membre respecté de l'Orchestre symphonique de la BBC écossaise. *Tunes from the River* est son sixième album et conclut une trilogie entamée en 2016 avec *Alone with History* et poursuivie avec *When Barley Reaches Shore* aux côtés du guitariste Euan Drysdale et du bassiste Iain Crawford. Ces deux derniers sont de retour avec le flûtiste Eddie McGuire, le piper Rab Wallace, le flûtiste Ewan Robertson, le fiddler Pete Clark et deux Irlandais, Wilma Timonen au kantele, la cithare de Carélie, et Timo Alakotia au piano. Le morceau éponyme de l'album est dédié aux vies perdues lors d'une catastrophe aérienne en 2013 à Glasgow. Les paysages, la mer et les rivières assombrés par la tragédie composent la musique très personnelle d'Alastair. Le premier titre, *Summer in Skye Suite*, est une mélodie lente et tendre renouvelée sur plusieurs titres. *The Rocks of Kilchoman* est dédié aux 400 soldats américains morts lors d'un naufrage au large d'Islay en 1918. Et comment ne pas évoquer la beauté du Scottish smallpipes de Rab Wallace sur *Hidden Shores* ou *Rab's Rockin' Reel*. Alastair Savage passe du classique au traditionnel avec facilité et panache. Encore un très bel album qui vous apportera la sérénité durant 70 minutes. ► [Autoproduit SAV060](http://www.alastairsavage.co.uk)



### GHILLIE'S | Rocky Road

En Irlande, les *ghillies* sont des guides de pêche. Mais ce sont aussi et surtout de petits chaussons de danse irlandaise. Cela fait déjà dix ans que Ghillie's écume les scènes et les parquets de Touraine, avec dans sa besace quatre instruments indispensables : la mandoline au fiddle et chant, Philippe Carillo aux harpes et Eric Duverger aux percussions. Deux femmes et deux hommes au service d'une musique vivante, énergique en diable et communicative, subtil mélange de musique irlandaise et écossaise avec de loin en loin quelques sonorités jazz. Après trois EP et un *Premier Bal*, le groupe revient avec *Rocky Road*, 12 titres originaux d'invitation à la danse, cinq chansons et sept instrumentaux, des traditionnels ou des compositions. L'album démarre sur le rythme sautillant de la flûte pour *The Rocky Road to Dublin*, un classique. On y entend aussi *I'm a Rover*, ballade écossaise popularisée en Irlande par les Dublinois dans les années 1960. C'est également *Skibbereen*, qui fait référence à la famine et aux évictions par les *landlords*. Plus entraînants, des airs de jigs, *Out of the Ocean*, *Father's Kelly*, et des reels, *The Silgo Reel* ou *MacArthur's Reel* qui vous donneront des fourmis dans les pieds. Depuis 2012, les petits chaussons de Ghillie's vibrent et battent la mesure pour le plus grand plaisir du public. Leur musique enthousiasmante et énergique va, telle une bourrasque portant la musique d'Irlande vers la Touraine. *What's the craic ?* (Quoi de neuf ?) ► [Autoproduit GHILLIES2020/1](http://www.ghillies.net)

MUSIQUE

# Les donateurs en prélèvement automatique



Nos excuses à nos lectrices et lecteurs qui suivent habituellement les cours du breton de Nil Caouissin, mais *Le Peuple breton* a des coutumes, comme le fait de remercier celles et ceux grâce à qui il survit. Vous donnez même plus que l'an dernier. Le militantisme n'est donc pas tout à fait éteint... Soutenir une presse d'opinion comme la nôtre, c'est un véritable engagement. Beaucoup d'autres, sur les réseaux dits « sociaux », se contentent de commenter, en oubliant qu'ils/elles réagissent la plupart du temps au travail d'enquête de véritables journalistes. Un métier critiqué et pourtant essentiel. *Le Peuple breton* peut se vanter d'avoir popularisé un certain nombre d'idées originales, voire détonnantes, dans le monde politique. Toutefois, produire des idées suppose ensuite qu'elles soient diffusées, si tant est que l'on souhaite nourrir le débat. C'est là que nous intervenons. Mais cela a un coût. Nos tarifs sont pensés pour que tout le monde puisse nous lire, mais ils ne couvrent pas du tout nos frais vu le trop faible nombre d'abonnés. On en revient en permanence à la question de la distribution. À ce sujet, les Presses populaires de Bretagne, l'association portant notre magazine, sont devenues sociétaires de l'entreprise Coop Breizh en achetant 100 parts. Nous avons trop peu d'outils de ce type en Bretagne pour qu'on se permette de les perdre. Peut-on se permettre de perdre *Le Peuple breton* ? À qui cela bénéficierait-il ? Certainement pas à celles et ceux qui croient en nos idéaux.

Rue des Scribes 3 €, Jean Appriou 15 €, Gilles Barrillot 39 €, Rémy Béo 15 €, Emmanuel Bellec 3 €, Didier Berthault 3 €, Joël Biou 39 €, Martine Blanleu 99 €, Gaël Briand 39 €, Ary Broussillon 15 €, Patrick Cadorel 3 €, Nil Caouissin 15 €, Jakez Castrec 15 €, Jean-Paul Chevrel 3 €, Valérie Coussin 15 €, Fabrice Dalino 3 €, Jean-Michel Dejenne 27 €, Erwann Denez 15 €, Yves-Marie Derbré-Salaun 3 €, Marie-Thérèse Dialo 15 €, Jonathan Dour 15 €, Laurence Dumas 3 €, Brendan-Budok Durand-Ledudec 10 €, Pierre-Adrien Fétas 15 €, Monique Feuvrier 75 €, Mickaël Fichou 15 €, Michel François 15 €, Loïc Fravallo 75 €, Vvonnick Gain 51 €, Florian Gallou 15 €, Étienne Gasche 3 €, Stefan Geoffroy 15 €, Richard Gironnay 3 €, Pierre Guistiniani 3 €, Marie-Thérèse Gorny 15 €, Patrice Goueffon 15 €, Jean-Paul Guénégou 45 €, Bernard Guérim 99 €, Yves Guérin 27 €, Yannick Guillant 3 €, Jacques Guillou 3 €, Yves Guillou 15 €, Julien Hay 15 €, Jean-Jacques Hocquard 15 €, Jean-Michel Huet 15 €, Didier Jégou 9 €, Jean Jezetel 45 €, Alain Kerjan 15 €, Pierre Kersalé 9 €, Hervé Latimier 75 €, Tangi Lavanant 14,50 €, Louis Le Bœ 15 €, Jean-Claude Le Borgne 15 €, Jean-Yves Le Breton 39 €, Bruno Le Clinche 3 €, Loïc Le Cocq 39 €, Guy Le Corre 3 €, Christian Le Couls 3 €, Yannig Le Doujet 3 €, Jean-Paul et Sylvie Le Du 15 €, Guy Le Floch 15 €, Joël Le Gall 15 €, Philippe Le Gall 15 €, Jean-Yves Le Goas 3 €, Louis Le Guillou 12 €, Bruno Le Huédé 15 €, Youenn Le Lay 15 €, Bernard Le Mao 15 €, Jean-Luc Le Meur 3 €, Paol Le Meur 15 €, Tristan Le Nedelec 3 €, Patrick Le Pennec 9 €, Nicolas Le Rouzig 3 €, René Le Youdec 27 €, Christophe Lelu 3 €, Lionel Henry 15 €, Didier Loas 15 €, Lena Louarn 10 €, Tangi Louarn 3 €, Yves Macé 3 €, Maxime Malette 51 €, Pierre-Emmanuel Marais 3 €, Marcel Marc 15 €, Denis Marchand 15 €, Philippe Martel 15 €, Catherine Martial 15 €, Alexandre Méheust 75 €, Jakez Meignen 15 €, Gurvan Mével 9 €, Gwenhael Mével 15 €, Paul Mingant 15 €, Pierre-Yves Moal 15 €, Paol Molac 81 €, Jean-François Monnier 3 €, Maryvonne Muñier-Goanin 21 €, Emmanuel Paquier 15 €, Christian Passal et Lydie Massard 15 €, Guénével Pedron 15 €, Marietta Pierre 45 €, Jean-Luc Penvern 15 €, Isabelle Petitbon 15 €, Loïc Philippou 75 €, Christian Pèneau 3 €, Jean-Luc Penvern 15 €, Isabelle Petitbon 15 €, Christophe Prugne 15 €, Anne Quémener 15 €, Yannick Quénéhervé 15 €, Yannick Quéré 15 €, Dominique Rannou 3 €, Gwendal Rioual 3 €, Stéphane Rivoallan 75 €, Geoffrey Roger 15 €, Hugo Rossignol 15 €, Alain Rouch 15 €, Alain Rousseau 15 €, La Boite de l'espace 15 €, Dewi Siberil 15 €, Gaël Simon 15 €, Jean-Paul Thiéry 3 €, Caroline Thomas 15 €, Anne Thoraval 15 €, Vvonnick Touzé 51 €, Yves Vaillant 75 €, François Waag 3 €.

Total des dons 2022 en prélèvement automatique : 2 516,50 €  
Total des dons de l'année 2022 : 8 431,50 €

**Nous contacter ?**  
Pour toutes vos demandes relatives aux abonnements, à la diffusion ou à l'administration du *Peuple breton*, vous pouvez nous contacter au 06 71 83 70 76 (répondeur) ou à [contact@lepeuplebreton.bzh](mailto:contact@lepeuplebreton.bzh)

**abonnez-vous !**

11 numéros = 45€

Prénom \_\_\_\_\_ Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

lepeuplebreton.bzh

en ligne : [lepeuplebreton.bzh](http://lepeuplebreton.bzh)

Adresser à : Le Peuple breton | 9, rue Pinot-Duclos | 22000 Saint-Brieuc avec votre chèque

**LE PEUPLE BRETON / POBL VREIZH**  
Mensuel (59<sup>e</sup> année)  
Rédaction : 9, rue Pinot-Duclos  
22000 SAINT-BRIEUC  
contact@lepeuplebreton.bzh

Directeur de la publication : Benoit Montagnier  
Rédacteur en chef : Gaël Briand | 06 71 83 70 76  
Responsable des pages Pobl Vreizh : Maxime Touzé  
Secrétaire de rédaction : Jacques Dymock  
Conception et mise en p. : Corné Design | Sabine Oger  
Administration : A. ar Gal, A. Quémener, P. Riou

**Ont contribué à ce numéro :**  
Hubert Diémersau, Nolwenn Bernard, Gaël Briand, Pierre-Emmanuel Marais-Jégat, Yonatan Cren, Guéguéniat, Nil Caouissin, Joël Martini, Yann Fievet, Jacques Monnier, Gilles Raveau, Maxime Touzé, ar Meur, RM, Hervé Latimier, Pading an Habask, Yvel Topalov, Block, Deseudal Desroses, Françoise Ramel, Daniel Marchal, Philippe Cousin.

**Correspondants :**  
Dans les Balkans : Jean-Arnaud Dérens  
En Corse : Fabiana Giovannini  
En Océanie : Gérard Tauti

**Critiques de disques :**  
Bretagne : Pierre Morvan  
15, rue Feunteun-ar-Wern - 22500 Palmpop  
Celtie : Philippe Cousin

**Critiques de livres :** Jean-Jacques Monnier  
19, Pienn-ar-Pienn - 22300 Lannion  
Livres en breton : Hervé Latimier  
Park-ar-Poull-Du - 62, rue Kervenno - 22300 Lannion

Éditeur : Presses populaires de Bretagne  
CPPAP : 0627 D 86914 ISSN : 0245-9507  
Dépôt légal : n° 4071  
Impression et routage : Poudrenn Grafik à Guingamp

### Souscription permanente

On commence l'année par une belle moisson ! Merci Partout, le doute si rien à la rédaction. Sortir chaque mois *Le Peuple breton* pour si peu de lectrices et lecteurs, cela a-t-il un sens, après tout ? Que passe notre magazine face aux géants de la presse ou de l'audiovisuel, face au service public d'information et ses journalistes professionnels ? Peu, il faut le reconnaître. Malgré tout, notre rôle est en quelque sorte de conserver vivante une idée qui sans nous serait inexistante. À l'instar de l'association Kaol kozh, qui maintient les semailles paysannes en vie, nous surveillons le foyer pour éviter que le feu ne s'éteigne. Chaque article est une bûche, chaque don un gain d'oxygène. Les deux cumulés permettent à nos idées d'exister dans un environnement clairement en notre défaveur. Merci donc pour vos dons, car ce sont eux qui nous alimentent et offrent ainsi une espérance pour beaucoup... même si on aimerait les voir plus nombreux ! Ça viendra.

Paul Guéguéniat, Saint-Viv, 45 € ; Georges Le Boulanger, Plescop, 5 € ; Claude David, Rennes, 5 € ; Hélène Fichou, Pontorson, 5 € ; Alain Cadielle, Bruz, 5 € ; Françoise Le Gouallec, Argentan, 5 € ; François Rebour, Lanloup, 5 € ; Claude Thomas, Lannion, 5 € ; Armand Joncquemat, Sarré, Malo, 10 € ; Gildas Dréan, Arradon, 10 € ; Hervé Corbelli, Poullann, 10 € ; Pierre Jagu, Boulogne-Billancourt, 15 € ; Pierre-Louis Rolland, Vannes, 15 € ; Jean-Claude Larreau, Trébeurden, 15 € ; Michel Ezanno, Nantes, 15 € ; Yvon Ruslique, Anglet, 15 € ; Grégoire Vourch, Brest, 20 € ; Christian Le Gall, Chantepie, 25 € ; Pierre Lavanant, Lannion, 25 € ; Laurent Riou, Perros-Guirec, 35 € ; Pierre Even, Nantes, 44 € ; Denis Riou, Pontchâteau, 55 € ; Philippe Metchnikoff, Mennecy, 55 € ; Ronan Larvor, Douarnenez, 55 € ; Hervé Martin, Trébeurden, 155 € ; Jean-Marc Le Luyer, Kiertras, 5 € ; Jean-Paul Challeux, Arzon, 15 € ; Pierre Morvan, Pempol, 45 € ; Philippe Simon, Hennebont, 10 € ; Thierry Chanaud, Chavanat, 5 € ; Goulven Morvan, Palmpop, 20 € ; Philippe Moysan, L'Hôpital-Camfrout, 5 € ; Loïc Matef, Cesson-Sévigné, 10 € ; Alain Spagnol, Ploerdut, 20 € ; François Schaffner, Strasbourg, 5 €.

Total janvier : 749 €  
Total de l'année : 8 431,50 €

# LE PEUPLE BRETON POBL VREIZH

## OUVREZ-LE !

la presse qui parle de chez vous



## OUVREZ-LA !

Le Peuple breton est un mensuel d'opinion créé en 1964

11 numéros = 45€

[lepeuplebreton.bzh](http://lepeuplebreton.bzh)



### abonnez-vous !

11 numéros = 45€

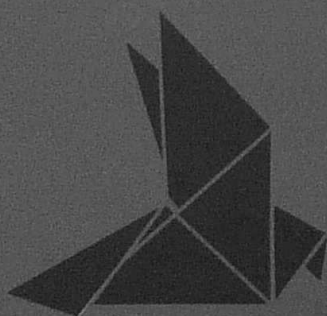
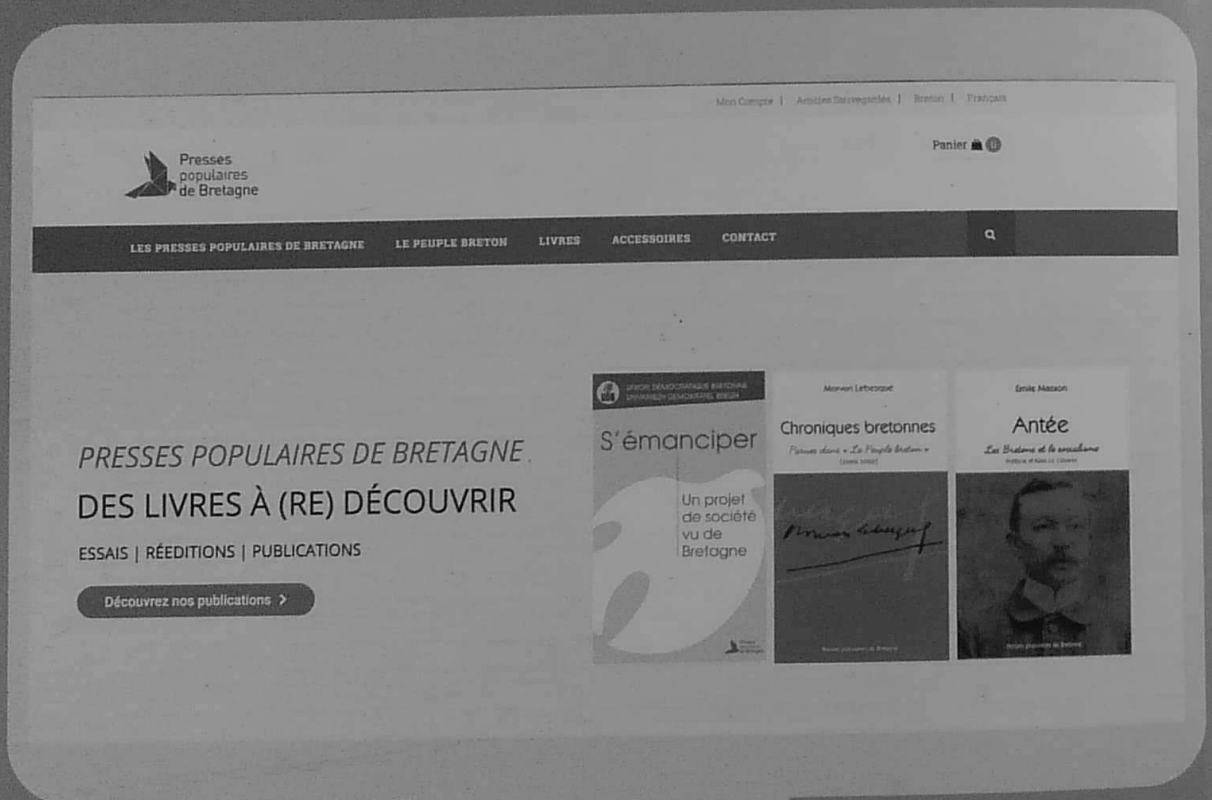
Prénom \_\_\_\_\_ Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Adresser à : Le Peuple breton, 9, rue Pinot-Duclos - 22000 Saint-Brieuc avec votre chèque

# en ligne !

www.pressespopulaires.bzh



Presses  
populaires  
de Bretagne